26.162

A 3/54

N° 71 - 1er Janvier 1929 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Notre plan de travail pour 1929

RENAUD JEAN ET LES DANGERS DE GUERRE

PARMI NOS LETTRES : La guerre est-elle là ?. — A bas la rationalisation !

Les assurances sociales

LES ASSURÉS SAURONT-ILS PRENDRE LA GESTION DES CAISSES D'ASSURANCES ?

par L. FONTIS

POUR SAUVER LES DEPORTES DE RUSSIE

NOTES ECONOMIQUES : Les raisons de l'autonomisme alsacien. — La Pologne colonie américaine (**R. Louzon**).

A TRAVERS LES LIVRES. — E. Dujardin : **Demain, ici, ainsi la Révolution** (B. Giauffret). — A. Brepson : **Un gosse** (M. Ch.). — Parijanine : **Le « Krassine »**. — L. Paul : **La Cité.** — J. Dimier : **Un régulier chez les joyeux** (B. G.)

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : Assez de scissions ! (**J. Moiny**). — Les méfaits de la rationalisation (**Le Pen**). — Contre les calomnies de la V. O. — Le courrier de la Ligue. — La quinzaine syndicaliste : Contre la rationalisation ; Exclusion scandaleuse (**M. Chambelland**). — Assez d'argent pour les grèves! Versez à la souscription du Parti (**F. Charbit**).

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits de la quinzaine. — La guerre au Maroc. — Les vues d'un observateur anglais. — A bas la rationalisation ! — les syndicats chrétiens et la rationalisation. — Les marins confédérés et l'unité syndicale. — vers la rupture du comité russo-norvégien. — La fin des câbles télégraphiques.

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-X

Téléphone : Combat 08-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Auffrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. Marzet.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades Busseuil ou Barat.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues **5 francs** et par des timbres vendus **1 franc.**

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice Chambelland, **96, quai Jemmapes**, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).

Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 8 fr. 50

Franco ..... 10 fr. 50
Etranger ..... 13 fr. 50

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

NOTRE PLAN DE TRAVAIL POUR 1929

Une année est vite passée! C'est hier que nous dressions notre Plan de Travail pour 1928. Voilà qu'il nous faut préparer celui pour 1929.

Peut-être pourrions-nous reprendre tranquillement celui de l'an dernier. Nous n'en avons pas réalisé la moitié, reste donc l'autre moitié, et davantage. L'effort continue. Nos buts restent les mêmes. Nous en sommes-nous rapprochés? De bien peu, sans doute.

La route est encore longue, mais il n'est rien de tel comme un regard en arrière, un regard en avant, à la pause horaire, pour vous redonner des jambes.

Vous, c'est-à-dire vous et nous. Nous d'abord, les gérants de cette coopérative intellectuelle ouvrière, les cuisiniers de cette publication. Mais vous aussi, ceux d'entre nos abonnés qui êtes nos amis de pensée, nos coopérateurs, des coopérateurs qui coopérez vraiment trop peu.

L'ANNEE ECOULEE

Jetons un coup d'œil sur nos 22 numéros de l'année 1928 (22 et non 24; ce sera un point du chapitre sur l'Administration).

De la « Visite à l'Ouenza » de Péra, dans le numéro du 1er janvier, à la première partie de l'étude de Fontis sur les Assurances sociales, dans le numéro du 15 décembre, nous avons publié une bonne vingtaine d'études :

« Le Problème de la Lutte internationale », d'Edo Fimmen; « les Problèmes de la Révolution prolétarienne », de Loriot; quatre études de Louzon : « Un siècle de lutte de classes », « le Droit soviétique », « l'Ere des continents et des monopoles », « la Guerre n'est pas là »; de Postgate, « Quand l'Empire britannique s'effondrera-t-il? »; la conférence d'André Philip sur la Rationalisation et le Socialisme; « Sept mois dans les usines d'Ivry », de Brémond; « Une nouvelle étape de l'I. S. R. », de Chambelland; sur la Russie : « La Commune paysanne après la Révolution », par un ami de Moscou, et la « Vérité sur l'Opposition » de Max Eastman; des monographies, des enquêtes : « Sept mois de lock-out des terrassiers du Métro », par Le Goff; « les Thôniers vont partir », par Allot; « la Catastrophe de Roche-la-Molière », par Thévenon; « le Traitement unique », par Fulconis; « A bas la Rationalisation! », par un groupe de Syndicalistes; et de Péra, en plus de sa « Visite à l'Ouenza », « l'Insurrection algérienne de 1871 », « Quelques aperçus de la lutte de classe dans l'Océan indien », et son dernier et fameux « Autour du 180° ».

Cette liste a tout de même quelque allure. Telle quelle elle représente un effort non négligeable.

Aurait-elle pu être meilleure encore? C'est bien sûr. Nous avons été bousculés en cours d'année par la nécessité où Monatte, qui assumait depuis le début la cuisine de la R. P., a été de se faire relayer. Marzet a pris le secrétariat; Chambelland lui a donné la main, en attendant de le relayer à son tour. Peut-être la cuisine s'en est-elle ressentie un moment, mais aujourd'hui le courant est bien repris.

Ce n'est pas une petite affaire que de faire entrer dans un numéro de 16 pages, une étude et nos sept ou huit rubriques. Il faut compresser, différer certaines choses, en sacrifier d'autres.

C'est une affaire plus difficile encore de donner au moment où il le faut la grande étude qui est nécessaire, d'apporter dans les diverses rubriques les réponses aux questions que les événements de la quinzaine ont posées. Cette affaire-là, nous la réussissons trop rarement.

Dans cette année écoulée, nous avons senti plus fortement que jamais combien nous sommes à l'étroit dans ces numéros de 16 pages, combien le « noyau » manque de souplesse et de force de travail, combien nos amis de partout, de Paris, de province, des autres pays, sont trop spectateurs, trop passifs. S'il en avait été autrement, le contenu de nos 22 numéros de 1928, qui n'est déjà pas mal, serait singulièrement plus beau.

TACHE DOUBLE

Des amis nous disent : la R. P. devrait être davantage une revue d'études et mépriser la broutille. D'autres : la R. P. devrait être un organe de combat, plus terre à terre, alerte et léger.

Pouvons-nous choisir, sommes-nous libres de faire ce qui nous chanterait? Pas moyen. Notre tâche est tracée par les besoins du mouvement; il nous faut être l'une et l'autre.

Même au risque de mener fort mal l'étude et plus mal encore le combat? Oui, même à ce risque; nous le partagerons avec un tas de gens très distingués qui ne font qu'étudier tout en ne comprenant jamais rien, et une foule de gaillards héroïques qui s'agitent le jour et la nuit contre des ombres, hier celle du fascisme, aujourd'hui celle de la guerre, en attendant de décamper comme des lapins quand le fascisme ou la guerre seront réellement là.

Une autre objection nous a été faite : « La revue d'études peut être une coopérative intellectuelle, non l'organe de combat; qui dit coopérative entend que des opinions diverses, même contraires, peuvent s'y exprimer; or, impossible de combattre quand on balance entre deux opinions ».

Fort bien, mais balançons-nous entre deux opinions fondamentales? Des variétés diverses de révolutionnaires pourraient s'exprimer dans la R. P. (en réalité, elles n'y sont pas très nombreuses) mais toutes avec une base révolutionnaire commune. La discussion entre

elles sur des points secondaires peut se produire utilement; elle sera, même vive, d'un ton cordial.

Ce n'est évidemment pas l'avis de l'abonné « possible » qui nous écrivait en novembre : « Tout en conservant mon estime à beaucoup de camarades groupés autour de la R. P., je ne peux espérer que le prolétariat sera conduit à la victoire par l'éclectisme incohérent (vive Trotsky, vive le mir!) et débilitant (haro sur la IIIe Internationale!) qui y règne ».

Eclectisme pour éclectisme, nous préférerions en tout cas notre soi-disant éclectisme incohérent à cet éclectisme monstrueux qui dit à voix basse : Vive Trotsky! mais acclame à voix forte ceux qui le déportent; qui parle de gouvernement ouvrier et paysan, mais pense plus aux gouvernants qu'aux gouvernés, et ne s'inquiète guère de ce qu'un appareil bureaucratique formidable fait endurer tant à l'usine qu'au village. Hélas! il y a quelque chose de plus débilitant que de critiquer les fautes de la IIIe Internationale, c'est de commettre ces fautes et d'y persévérer par système; c'est aussi de s'en rendre complice, ne serait-ce que par son silence.

Quel dommage que les Soviets russes n'aient pas réalisé à leur grande échelle notre éclectisme incohérent; ils connaîtraient la démocratie ouvrière et seraient préservés probablement de bien des tares bureaucratiques qui les rongent. Quel dommage que l'Internationale communiste, au lendemain du recul de la Révolution allemande de 1923, au moment où il était nécessaire de savoir si la Révolution mondiale qui pouvait sortir de la guerre avait avorté définitivement, ait cru devoir brouiller, fausser, empêcher toute discussion! Avons-nous devant nous dix ans, vingt ans, cinquante ans avant que se produisent de nouvelles secousses révolutionnaires? Comment la classe ouvrière utilisera-t-elle pour sa préparation le répit que l'Histoire lui donne. Autant de questions qui n'ont pas de réponses satisfaisantes dans le catéchisme orthodoxe. Ces problèmes capitaux restent posés devant les militants révolutionnaires du monde entier et c'est l'une de nos tâches depuis quatre ans d'en rechercher les solutions.

Est-ce de l'étude? Est-ce du combat? Les deux à la fois.

LES GRANDES ETUDES

Nous avons un certain nombre d'études dans le tiroir; d'autres sont à moitié prêtes; d'autres sont promises. Parmi celles que nous annoncions l'an dernier et que nous n'avons pu donner, il en est peu auxquelles nous renoncions. Nous comptons toujours donner ces témoignages de camarades ayant vécu, et non pas vu en courant la vie de l'ouvrier russe; le mécanicien qui nous prépare le premier, « Deux ans dans les usines russes », est plus à son aise devant un étau que devant un encrier. Il nous avait donné une première ébauche où, dans sa hâte à finir, les conclusions et réflexions tenaient autant de place que le récit des faits. Bientôt il nous donnera le véritable et savoureux récit qu'il est capable d'écrire puisqu'il l'a fait de vive voix maintes fois.

Nous cherchons toujours le Chinois qui nous parlera de la Chine, l'Hindou de l'Inde, le Mexicain du Mexique. Nous n'avons pas encore trouvé le camarade allemand qui nous montrera le réveil qu'attestent tant de grèves et de lock-out. Nous attendons toujours l'étude de Rouviane sur le mouvement de Spartakus pendant la guerre. Nous n'avons rien reçu de nos amis des Etats-Unis, mais nous ne désespérons pas; nous savons que c'est au moment où l'on s'y attend le moins que les plus belles choses vous arrivent.

Nous voudrions porter particulièrement notre attention sur trois sujets cette année : la guerre, la rationalisation, les assurances sociales.

La discussion sur l'approche de la guerre est à peine ouverte. Nous avons dit un premier mot. Quelle n'a pas été notre surprise de constater qu'un homme comme Renaud Jean défendait un point de vue voisin du nôtre. Il le fait avec quelque timidité, cela se comprend. On ne peut pas discuter sérieusement à l'intérieur du parti. Mais nous, que les menaces d'excommunication ni les insultes n'impressionnent pas, nous continuerons tranquillement.

Nous comptons revenir sur la rationalisation. Déjà nous avons fait reculer ses fanatiques. Un secrétaire fédéral des métaux unitaires aurait honte de dire aujourd'hui ce que disait en fin 1927 un de ses collègues : « Nous sommes pour les principes de l'organisation scientifique du travail, y compris le travail à la chaîne, y compris la norme de production. » André Philip a fait justice des spinasseries sur l'Amérique. On regarde le problème de la rationalisation avec d'autres yeux qu'il y a un an. Quand les enquêteurs du Conseil national économique accoucheront de leur rapport, ce sera l'occasion d'en finir avec cette dernière illusion.

L'année 1929 va être l'année de préparation à l'application des Assurances sociales. L'étude de Fontis n'a pas la prétention d'épuiser le sujet; la charpente de l'organisme ne sera connue définitivement qu'à la publication du règlement d'administration; mais cette première étude a le grand avantage d'humaniser cette question présentée trop souvent sous son aspect administratif ou technique. Si l'on veut que la classe ouvrière s'échauffe en faveur des Assurances sociales, il faut montrer que celles-ci répondent à ses sentiments profonds.

L'année 1929 sera en outre une année de Congrès confédéraux, Congrès de la C. G. T., Congrès de la C. G. T. U. Sans nous exagérer leur importance, nous devrons leur consacrer un peu d'attention. Ce sera une occasion de mesurer à quelle distance nous sommes de l'unité syndicale.

Voilà déjà pas mal de choses sans compter ce que Péra, qui est en train de faire le tour du monde, laissera tomber sur notre table à chaque escale. Sans compter aussi ce que donnera Monatte, qui a quitté le secrétariat en partie pour pouvoir travailler à quelques grandes études. Il a promis pour l'un des prochains numéros un « Comment M. Roger Picard écrit l'histoire », à propos de son livre sur le Mouvement syndical pendant la guerre.

NOS RUBRIQUES

Nous ne sommes pas très fiers de la manière dont elles ont été tenues cette année. Jusqu'à Louzon et à Giauffret qui ont dû se relâcher pour leurs « Notes économiques » et pour les Livres, dans l'impossibilité où nous étions de publier régulièrement ces rubriques.

Songez qu'il y a six rubriques principales : le « Carnet du Sauvage », le « Parmi nos Lettres », les « Notes Economiques », l' « A travers les Livres », la « Renaissance du syndicalisme », les « Faits et Documents », sans parler des « Lettres de l'Internationale », de « la Petite Histoire », de « l'Entre Nous », etc. Rien que pour les six premières, en leur accordant deux pages à chacune, et c'est trop peu, au moins pour la « Renaissance », voilà 12 pages utilisées. Si l'étude prend 5, 6, 7 ou 8 pages, c'est autant qu'il faut rogner sur les rubriques. Ajoutez qu'il n'est guère de numéro où il ne faille affecter une page ou deux à quelque article qui n'est ni la grande étude ni la rubrique.

Vous comprenez que nous parlions de certaines choses avec retard. Ce n'est pas une excuse cependant pour n'en parler jamais ou pour en parler aussi tard. Il y a des mois que nous aurions dû analyser les « Conquérants » de Malraux, parler du livre d'Armen Ohanian sur la Russie, l'un des meilleurs qui aient été écrits. Et d'autres encore.

La « Renaissance du Syndicalisme » surtout demanderait plus de soins. Certes, elle est à l'étroit dans ses trois pages; peut-être y a-t-il plus de signes trop visibles de déchéance que de signes apparents de renaissance; mais le bonhomme n'est pas mort quand on voit communistes et collaborationnistes obligés de lui faire leurs dévotions hypocrites; quand on voit un Henry de Jouvenel en tirer une contrefaçon déloyale, dans un « Pourquoi je suis syndicaliste », et quand Valois se permet d'ouvrir une « Bibliothèque syndicaliste » à si peu de temps de ses velléités fascistes.

DU TRAVAIL POUR TOUS

L'an dernier, des amis se sont dit : pas besoin de s'en faire, leur plan de travail est épatant, et il est bouclé; nous pouvons nous reposer.

Or, nous n'aimons pas que nos amis se reposent. Ils ont déjà trop tendance à le faire; c'est si agréable de regarder les autres travailler. Aussi présentons-nous un plan de travail moins reluisant et où il reste des cases à remplir.

Un de nos amis prétend que notre conception de la coopérative intellectuelle ouvrière est fausse : « Le public des militants ouvriers, dit-il, est trop plein de respect pour la science bourgeoise pour qu'il ait une estime véritable pour la R. P. Savez-vous sa réflexion quand il vous écoute : « Bah! c'est un ouvrier comme moi, il n'a rien à m'apprendre. » Allez, le respect de l'intellectuel, parce que bourgeois, est une forme tenace de la servitude de classe, un indice du manque profond de conscience de classe. C'est pourquoi vous n'aurez jamais beaucoup de lecteurs et encore moins de coopérateurs véritables. »

Il aime nous dire : « Vous voyez... vous voyez... »

Quand pourrons-nous lui dire à notre tour : Vous voyez... que vous aviez tort!

Nous le pourrons à une condition, à plusieurs conditions. D'abord quand nous cesserons de procéder avec nos « plans de travail » comme nous procédons avec nos résolutions de congrès : en dormant dessus jusqu'à l'année suivante, si bien que le même plan et la même résolution peuvent servir indéfiniment.

Ensuite, quand nous cesserons de nous attendre mutuellement pour nous mettre au travail. Nous l'avons remarqué souvent; que le cuisinier de la R. P. se relâche et le « noyau » en fait autant, puis la zone des collaborateurs, puis les abonnés eux-mêmes. Qu'il y ait plus de travail et de rendement au « noyau » et tout s'en ressentira. Nous savons par expérience qu'il ne suffit pas de les demander gentiment pour obtenir lettres, suggestions et même critiques. Il faut les arracher, provoquer à les donner en exprimant hardiment sa propre pensée. Une pensée collective ne peut se former qu'après une chaude discussion engagée au début par quelqu'un qui est carrément entré dans le vif.

Nous essaierons d'être moins gentils cette année et d'entrer carrément dans le vif des sujets qu'il nous faut étudier. Ce serait bien le diable si nous ne réveillions pas ainsi la multitude d'amis qui dorment.

A QUINZAINE :

Notre budget de 1928 et nos objectifs pour 1929.

Renaud Jean et les dangers de guerre

Je n'ai jamais sous-estimé les dangers de guerre ni le rôle de l'impérialisme français dans la préparation à la guerre...

Mais je pense que la lutte contre les dangers de guerre est particulièrement délicate, que la période durant laquelle il suffisait de leur parler de la guerre pour émouvoir et pour mouvoir les masses, est révolue; que toute propagande purement sentimentale, que toute phraséologie creuse sont vouées par avance à l'échec. Et ceci est encore plus grave, je pense également que toute exagération de l'imminence du danger risque d'accroître le scepticisme et l'incompréhension non seulement des masses, mais même des membres du Parti. Il est impossible de maintenir longtemps les masses alertées. Si nous engageons notre action de telle sorte qu'on en puisse conclure que nous annonçons la guerre, par exemple, pour quelques mois, et si, l'échéance étant venue, les faits démontrent que nous nous sommes trompés, nous ne mobiliserons plus les masses quand le danger sera réel. Or, trop souvent, nous avons écrit et surtout parlé comme si la guerre allait éclater au bout de quelques mois. Aussi, suis-je persuadé que jusqu'à ce jour l'action de notre Parti contre la guerre a abouti à un résultat exactement opposé à celui que nous cherchions.

« Humanité » du 23 décembre 1928

Parmi nos Lettres

La guerre est-elle là ?

D'un camarade des Alpes-Maritimes, la lettre suivante :

A l'avis de Louzon, les conflits du Pacifique, de l'Atlantique, de l'Adriatique ne sont pas mûrs, l'Anschluss n'est pas important. Pas de conflits secondaires sans l'autorisation des grandes Puissances. Conclusion : pas de guerre avant dix ans ou vingt, même contre l'U. R. S. S., car Staline se charge de liquider le communisme en Russie.

Or : 1° Il existe près de nous, Niçois, une menace que nous ne croyons pas écartée; le fascisme italien a peut-être paru à Louzon secondaire; mais il me semble que le « s'étendre ou exploser » est toujours exact. Les naissances accusent là-bas un excédent formidable sur les décès. D'après « Clarté » de novembre 1926, il faut tenir compte d'une moyenne « de 400.000 naissances annuelles, sans compter les Italiens qui pullulent dans les pays étrangers. Mussolini considère l'émigration comme une saignée. Il déplore la dénationalisation de ces milliers d'Italiens qui vont enrichir la terre qui les reçoit. Une main-d'œuvre si abondante doit servir d'abord à l'extension de la grande industrie italienne. D'où le « s'étendre ou exploser ». Mais l'industrie italienne n'est qu'une industrie de transformation. Les autres états capitalistes ne préfèrent-ils pas faire venir la main-d'œuvre sur le lieu d'extraction ? Et dans quelle situation va alors se trouver Mussolini si on lui refuse des matières premières ? Mais les capitalistes soutiendront Mussolini, et alors n'y aura-t-il pas là une contradiction capitaliste ? Et ces naissances qui se répètent ne vont-elles pas faire craquer le cercle étroit où on veut les confiner ?

2° Les conflits cités plus haut ne sont pas mûrs ; ils existent, n'est-ce pas ? Et ils mûriront. Ou bien alors on suppose que les capitalistes ne seront plus égoïstes, qu'ils n'auront plus la soif de l'argent et qu'ils vont payer tous les impôts et les dettes interalliées. Mais alors, si un tel accord des capitalistes devient définitif, *les bases du marxisme ne sont-elles pas détruites? Si cet accord n'est que* provisoire, *il faut en chercher la cause qui ne peut être qu'une menace de révolution. Et si l'accord n'est que provisoire, c'est pour permettre d'abattre la cause, pour revenir ensuite aux conflits et à la course aux profits. Et la cause ne peut être qu'extérieure : l'U. R. S. S., ou intérieure : le parti communiste et les syndicats.*

Pour mater la menace intérieure on organisera une armée mercenaire très forte (fascisme régulier) d'où budget formidable, cherté de vie, grèves, troubles intérieurs, répressions, viol des lois par ceux qui doivent en assurer l'exécution. N'est-ce pas la perspective d'une situation révolutionnaire ?

Parlons de l'U. R. S. S.. Admettons (afin de ne pas perdre de temps) que Staline veuille liquider le communisme en Russie. Il n'en est pas moins vrai que pour l'ordre bourgeois l' U. R. S. S. fut une menace pendant dix ans. Au dire des camarades qui reviennent de là-bas, une génération a été éduquée au chant de l'Internationale. *On lui a appris quotidiennement que les prolétaires de tous les pays devaient s'unir. L'armée rouge fait le serment de lutter pour ses frères de misère, etc. Staline pourra-t-il impunément poursuivre la liquidation ? Il est intelligent. Tout comme les bourgeois savent que la guerre c'est la révolution, il sait que l'exagération en matière de liquidation tournerait mal pour lui. Et puis, si vraiment l'orientation de l'I. C. est si bonne pour le capitalisme international on ne comprend pas que la répression envisagée plus haut se dirige contre les militants communistes. On peut supposer qu'en France la répression soit une manœuvre pour inciter les travailleurs à persister dans une voie désastreuse pour eux. Mais il y a des pays où la répression n'est pas une comédie. On tue! Vous le savez bien!*

Et même glissant vers le capitalisme, l'U. R. S. S. n'est-elle pas une menace pour les pays capitalistes en conflit entre eux ?

Les capitalistes ne feront pas la guerre directement à l'U. R. S. S. (peur de la révolution), mais la feront faire par la Pologne, les Etats Baltes, la Hongrie, la Roumanie. En plus de la guerre régulière on paiera de nouveaux Wrangel, Koltchak, etc.

Non ! Louzon, la guerre contre les Soviets n'est pas là ! Mais pouvons-nous affirmer qu'elle ne se prépare pas activement ?

Répondons à notre camarade qu'en ce qui concerne l'Italie, nous ne doutons pas du grand besoin qu'aurait Mussolini de s'étendre, mais comme tous les fous, Mussolini est prudent; or, il lui est impossible de chercher à s'étendre actuellement par une guerre, sans courir les plus grands dangers. La contradiction signalée se résoudra sans doute tout simplement par l'abandon de la limitation de l'émigration.

En ce qui concerne l'U. R. S. S., on peut évidemment *imaginer* tout ce que l'on veut, mais ce n'est là que pure imagination tant qu'on n'indique pas des *faits sérieux* qui montrent que les pays capitalistes préparent actuellement la guerre contre les Soviets; nous avons beau écarquiller les yeux, nous n'arrivons pas à découvrir de tels faits. En tous cas, rendez-vous en 1938; nous verrons alors, d'une façon certaine, qui a eu raison.

***

A bas la rationalisation !

Pour reprendre, cette quinzaine, la discussion autour de « A bas la rationalisation », reproduisons cette lettre :

Vous dites : « Le rendement d'une machine c'est le rapport du travail qu'elle fournit au travail qu'elle consomme, et non le temps qu'elle met à accomplir un travail. Lorsque pour faire un certain travail une machine consomme moins d'énergie sous forme d'une moindre consommation de charbon, d'électricité, etc., son rendement est meilleur, il y a économie; si au contraire une machine fait deux fois plus de travail à l'heure qu'une autre, mais en consommant quatre fois plus, son rendement est inférieur à celui de l'autre. C'est celle qui produit le moins qui est la plus économique. Il en est de même pour l'organisme. »

Tout cela est exact en théorie. Mais pratiquement, et c'est ce qui intéresse le militant ouvrier, d'autres facteurs jouent dans la recherche du profit capitaliste. Taylor y a bien pensé.

Indépendamment d'autres considérations, le patron achète la machine, achat dont il est obligé de calculer l'amortissement; il n'achète pas l'ouvrier. L'usure de ce dernier lui importe peu, mais il est obligé de tenir un compte exact de l'usure et des détériorations de la machine pour le prix de revient de sa fabrication. Il en est de même pour la consommation du combustible, le prix de revient est soumis à ses fluctuations.

Rien de cela pour l'ouvrier qui touchera un salaire sensiblement égal quel que soit l'effort fourni. Qu'une rétribution insuffisante l'oblige à une alimentation insuffisante, et qu'en fin de compte, son organisme soit atteint : qu'importe au patron puisque si l'ouvrier ne peut plus effectuer son travail il le remplacera sans immobilisation nouvelle de capitaux. Donc, du point de vue du profit capitaliste, la théorie de Taylor est absolument juste.

Et puis, une remarque générale.

Ce qu'il faut dire plutôt : c'est que la rationalisation n'est pas la rationalisation ; qu'il ne peut y avoir de système rationnel de la production en régime capitaliste puisqu'il faut distraire la grosse part de cette production au profit de parasites, au lieu de la faire servir au perfectionnement continuel des méthodes industrielles et à l'allègement de la peine du véritable producteur.

Cette rationalisation n'est donc qu'un essai de surexploitation capitaliste et c'est cela qu'il faut bien démontrer. Sans avoir l'air, par une position trop simpliste, ainsi que le craint Postgate, d'être contre le progrès mécanique.

Les Assurances Sociales

Les Assurés sauront-ils prendre la gestion des Caisses d'Assurances ?

Le mécanisme de gestion

La gestion de l'Assurance comporte trois sortes d'organes : des Caisses d'assurances, des organismes de contrôle, des organes centraux de direction.

LES CAISSES PRIMAIRES

Les cotisations iront à la Caisse départementale qui reversera aux caisses primaires la part qui leur reviendra pour distribuer indemnités et soins médicaux.

Ces caisses pourront être constituées pour couvrir certains risques seulement (maladie, maternité, soins aux invalides, décès), c'est-à-dire en général les risques qui mettent en cause la partie du budget des Assurances à répartir chaque année.

Seules certaines d'entre elles (par exemple les caisses mutualistes) pourront pratiquer l'assurance vieillesse et invalidité (partie du budget de capitalisation).

Ces caisses primaires pourront être constituées librement par des *assurés*. Elles pourront l'être aussi par des syndicats professionnels et des Unions de syndicats, et notamment par des sociétés de secours mutuels. Le législateur a voulu manifestement favoriser la clientèle électorale des mutualistes, et une clause de la loi (§ 3 de l'art. 26) stipule que tout assuré mutualiste sera présumé faire choix de la caisse à laquelle sa société mutualiste se rattache.

Retenons ceci : La loi reconnaît aux ouvriers le droit de se réunir spontanément et de fonder une caisse. Elle leur reconnaît en outre le droit d'en fonder une par leur syndicat professionnel. Mais ces caisses doivent être constituées et administrées selon la loi du 16 avril 1898 sur la mutualité. On a donc voulu maintenir la gestion des caisses dans le cadre mutualiste.

A l'origine, ces caisses sont administrées par le Conseil d'administration de l'organisme qui les constitue, mutualité, syndicat, etc. Mais dans un délai de trois mois, un Conseil d'administration définitif doit être désigné par une assemblée générale. Il doit être composé de 18 membres au moins, dont la moitié d'assurés élus, et à titre de membres honoraires deux praticiens choisis sur une liste présentée par leurs syndicats professionnels, et sauf dans les caisses primaires fondées par les assurés, au moins six employeurs choisis sur une liste présentée par les employeurs d'assurés adhérents à la caisse ou qui en dépendent (art. 26, § 7).

Insistons sur ce fait : les caisses primaires fondées par les assurés, que nous appellerons Caisses autonomes, ne sont pas astreintes à nommer des patrons dans leur Conseil d'administration.

Ajoutons qu'aucune caisse ne peut fonctionner si elle n'a reçu préalablement l'agrément de l'Office national des Assurances sociales, organisme de contrôle dont nous reparlerons.

Les ouvriers, s'ils le veulent, et sous réserve du décret d'administration publique dont ils feront bien de surveiller l'élaboration, peuvent avoir la gestion des caisses primaires, au moins quand celles-ci prennent la forme de caisses autonomes. Ils peuvent, en outre, contrebattre sérieusement l'influence patronale dans les autres.

La caisse primaire distribue les « prestations » en espèces ou en nature.

LES CAISSES DEPARTEMENTALES

La caisse départementale, unique par département, reçoit les cotisations des assurés de son ressort, répartit à chaque caisse primaire la part qui lui revient ; elle est en outre une caisse de réassurance pour les caisses primaires. Elle est administrée à l'origine par un Conseil de direction de 18 membres, dont 6 sont désignés par l'Union départementale des sociétés de secours mutuels, 6 par les Caisses mutuelles agricoles, 6 par les Syndicats professionnels ouvriers.

Mais dans un délai de trois mois, le Conseil d'administration définitif est élu par l'assemblée générale des délégués des assurés. Il doit comprendre 18 membres, dont la moitié d'assurés élus, 2 praticiens, et au moins 6 employeurs, comme nous l'avons dit pour la caisse primaire.

La gestion de la caisse départementale peut donc échapper aux ouvriers qui, s'ils sont unis, peuvent avoir la moitié des membres. Ils auront, en tout cas, en face d'eux l'influence patronale fortement assise. Cette influence, qui s'appuiera non seulement sur l'autorité patronale, mais aussi sur l'expérience des affaires que possèderont les délégués patronaux, risquera fort de triompher si les ouvriers ne choisissent pas des délégués expérimentés, capables de diriger.

Voilà une question de toute première importance : créer des administrateurs syndicalistes, c'est-à-dire connaissant les hommes et les affaires, et constamment orientés dans la direction syndicaliste.

Il peut y avoir là un champ d'expérience fort utile pour la classe ouvrière. Nous y reviendrons.

Au-dessus de la caisse départementale sera la caisse régionale. Celle-ci est créée en vue de réaliser des œuvres d'intérêt commun, telles que : organisation d'hygiène sociale, établissements de prévention et de cure, sanatoriums, dispensaires, maisons de convalescence et de retraite.

Il n'est pas question dans la loi de la gestion de cette caisse. Le décret d'administration publique y pourvoira sans doute.

LE FONDS DE GARANTIE ET DE COMPENSATION

Les caisses départementales, qui sont des caisses de réassurance pour les caisses primaires, sont elles-mêmes réassurées au fonds de garantie et de compensation. Ce fonds est lui-même géré par la Caisse générale de garantie. Cette caisse relève du ministère du Travail. Son directeur est nommé par le ministre du Travail.

Elle est administrée par un Conseil de 18 membres, dont les deux tiers de représentants des Conseils d'administration des caisses départementales et primaires ; l'autre tiers désigné, deux membres par le Conseil supérieur des Assurances sociales, deux par le ministre du Travail et deux par le ministre des Finances. Les conditions de l'élection seront déterminées par le décret d'administration publique.

Ici, on voit plus nettement apparaître la tutelle de l'Etat. Délégués de droit et directeur sont désignés par l'Etat. Mais là encore, les délégués ouvriers peuvent être en majorité, si les ouvriers savent se libérer de l'influence patronale et politique.

Tels sont les organismes qui géreront les fonds de l'Assurance.

PRECAUTIONS IMPOSEES PAR L'ETAT ET... MISE EN TUTELLE

Mais, si l'Etat a pris des précautions, en ce qui concerne la composition des Conseils de ces diverses caisses, il en a pris de bien plus grandes en ce qui concerne l'emploi des fonds. Des règles de comptabilité très strictes ont été établies, desquelles l'administration des caisses ne peut s'écarter. Le taux de réassurance des caisses primaires à la caisse départementale est fixé à 10 %; celui des caisses départementales au fonds de garantie à 5 %.

Si la gestion des caisses fait apparaître un excédent de recettes, l'emploi de celui-ci est prévu : 20 % au fonds de réserve de chaque caisse; 3 % à un fonds général de majoration et de solidarité ; 2 % au fonds de garantie et de compensation. Le solde peut être affecté d'une augmentation temporaire des prestations à la caisse, et aussi il peut servir à créer des hôpitaux, des sanatoriums, etc.

En cas de déficit, la caisse a recours à son fonds de réserve de caisse d'abord, puis au fonds de garantie. Enfin, s'il y avait déficit général malgré toutes les précautions prises, la cotisation ouvrière et patronale pourrait être augmentée de 1 %.

La loi dit encore que « les prestations prévues sont garanties seulement dans la limite des ressources. »

Le règlement est donc assez strict et les caisses peuvent difficilement s'en écarter, d'autant que la partie financière a fait l'objet d'études et que le pourcentage des dépenses a été établi (1).

Il y aura donc sans doute peu d'excédent, et il est probable que l'initiative des caisses primaires en matière de création d'œuvres sociales sera mince. Les caisses seront obligées de s'unir en fédération régionale pour créer maisons de cure, sanatoriums, etc. Néanmoins — nous signalons la possibilité de pareilles initiatives.

Elles ne sont pas maîtresses de leurs fonds. Les sommes qu'elles possèdent au-dessus d'un certain chiffre doivent être déposées à la Caisse des dépôts et consignations. Elles sont versées en compte courant au Trésor. L'intérêt est fixé chaque année par la loi de finances. Enfin, la loi prévoit que le règlement d'administration publique déterminera les mesures d'exécution relatives à la gestion financière des fonds de caisses d'assurances.

(1) Le rapporteur a calculé que les cotisations seraient ainsi réparties :

Assurance-maladie	3.27
Décès	0.20
Invalidité	2.10
Vieillesse	3.50
Chômage	0.10
Charges de famille	0.10
Frais de gestion	0.50
Battement et période transitoire	0.23
	10

L'emploi des disponibilités des caisses est également prévu. Ces disponibilités (art. 31) doivent être employées en valeurs d'Etat, en obligations du Crédit foncier, en prêts aux départements, communes, et en prêts aux offices, sociétés et fondations d'habitations à bon marché, etc., etc. jusqu'à une certaine limite fixée (1).

Les Conseils d'administration des Caisses aussi bien primaires que départementales sont donc limités dans leurs initiatives. Les Assurances sociales viennent s'encastrer parmi les autres lois sociales, les soutenir. La loi votée a pour objet aussi d'étayer la fameuse loi de retraites pour la vieillesse rejetée en 1910 par la classe ouvrière.

Mais, si l'Etat bourgeois veut orienter les Assurances sociales pour asseoir son autorité, il n'est pas impossible, avec une volonté forte, de contrebattre l'influence de l'Etat et, dans une certaine mesure, de modifier l'orientation. Encore faut-il pour cela une vision nette du syndicalisme.

L'ORGANISATION DU CONTROLE

L'Etat, qui ne participe pas aux frais de l'assurance, l'absorbe donc, dans une large limite, dans les détails de sa réglementation. Il en a de plus le contrôle.

C'est le service de contrôle des retraites qui assure le contrôle général de l'application de la loi (ministère du Travail). C'est « l'Office national des assurances sociales » qui est chargé de l'application de la loi.

Cet office comporte des ramifications, offices départementaux, offices interdépartementaux. Les offices départementaux sont administrés par un Conseil qui comprend au moins quatre représentants des assurés, trois représentants des employeurs, un médecin, un pharmacien, élus par les membres des Conseils d'administration des Caisses, un représentant du ministre du Travail, un représentant du ministre des Finances. Les directeurs de ces offices sont nommés par l'Etat.

Le directeur de l'Office général est nommé par l'Etat et son Conseil est tout simplement la section permanente du Conseil supérieur des Assurances sociales, c'est-à-dire un organisme situé loin des assurés et près de l'Etat. Or, rien ne peut être fait dans l'Assurance sans l'avis, le contrôle de l'Office national.

Au-dessus de tout cela, comme couronnement de l'édifice, se trouve le Conseil supérieur des Assurances sociales, chargé de l'examen de toutes les questions se rattachant au fonctionnement de la loi.

Il est présidé par le ministre du Travail. Il comprend 66 membres, des maires, des députés, des sénateurs, des conseillers généraux, des directeurs de ministère, et seulement 8 assurés élus par les Conseils d'administration des Caisses primaires et départementales.

Ce Conseil élit dans son sein une section permanente de 28 membres, dont 10 membres élus au Conseil supérieur, à titre de salariés, d'assurés, de représentants des caisses et offices. Cette section permanente constitue le Conseil d'administration de l'Office national.

Ainsi se confondent, au sommet, le contrôle de la loi et la direction à lui imprimer. Peu à peu la tutelle de l'Etat s'est plus clairement exprimée, moindre à la base, dans les caisses, elle est forte au sommet où

(1) Ce que nous disons des Caisses primaires vaut pour la gestion de la Caisse de garantie, du fonds de majoration et de solidarité (autre caisse destinée à couvrir les frais de gestion de l'ensemble, d'assurer le minimum des pensions de vieillesse, etc.

les éléments ouvriers seront noyés dans la masse des fonctionnaires et des soi-disant représentants généraux de la nation.

Nous n'avons pas démonté tout le mécanisme de la loi, nous avons simplement étalé les pièces principales. Il faudrait un volume pour exposer et commenter le texte, article par article. C'est, en tous cas, une autre besogne. Mais nous avons situé la loi dans le cadre de l'Etat, poursuivant notre objet qui est de rechercher s'il est possible d'orienter la réforme dans le sens de l'émancipation ouvrière. Si nous ne considérions que le sommet, nous serions peut-être tentés de renoncer. Mais c'est par la base qu'on peut soulever l'édifice, et à la base, les forces ouvrières peuvent s'exercer.

DES ADMINISTRATEURS OUVRIERS

La loi peut être orientée vers une véritable médecine sociale. Elle ne peut l'être que par une gestion ouvrière.

Le véritable pivot de l'Assurance sociale sera la caisse départementale et les caisses primaires. Or, celles-ci sont gérées par un Conseil élu, composé par moitié d'éléments ouvriers, et même en presque totalité s'il s'agit de caisses autonomes.

Ce sont enfin les ouvriers qui sont assurés, et à ce titre l'assurance les libère de certaines contraintes. La maladie, l'invalidité constituent aujourd'hui de véritables catastrophes qu'on appréhende et dont la menace amène trop de prudence au foyer. L'ouvrier doit donc s'intéresser à la gestion d'une organisation qui lui assure des avantages si elle marche bien, qui lui coûtera sans lui rapporter si elle marche mal.

La véritable difficulté est moins de conquérir la majorité dans les Conseils que de créer des administrateurs. Gérer une affaire demande une certaine habitude. Et les patrons le savent bien. Leur influence est souvent prépondérante, dans les mutuelles, dans les caisses de secours des mineurs, par exemple, non seulement à cause des petits moyens de corruption et de pression qu'ils sont susceptibles de mettre en jeu, mais aussi par suite de l'autorité que leur confère l'expérience. On m'a conté que les caisses de secours des ouvriers mineurs étaient le plus souvent sous l'influence patronale de cette façon.

Il faut aussi des administrateurs qui aient le sens ouvrier. C'est rare. Nous sommes habitués au cadre bourgeois, tellement habitués que nous avons peine à nous en dégager, même quand il s'agit de construire une œuvre ouvrière. Beaucoup d'institutions ouvrières sont construites sur le modèle des œuvres patronales, et travaillent avec les mêmes méthodes. On construit dans le salariat. On fait une hiérarchie et des grades. On ne fait pas des associés. Trop souvent, dans les coopératives par exemple, on joue au bon patron, mais c'est tout. Par un curieux paradoxe, ce sont parfois les ouvriers les plus travailleurs, les plus sérieux, qui sont le plus rapidement submergés et qui poussés à la tête des organisations, prennent le plus volontiers la mentalité patronale, petite-bourgeoise. Le contact des hommes les surprend et les éprouve rudement. Déçus souvent, ils se mettent, par vanité, au-dessus de la masse qu'ils méprisent et qu'ils ne tarderont pas à tromper. Ils jouent la partie en politiciens. Sur cette route, on va loin, même quand on reste sincère avec ses idées. On veut faire le bonheur du prolétariat, malgré lui, ou même en dehors de lui.

La gestion ouvrière demande des hommes d'initiative, des chercheurs, qui se posent les problèmes dans le présent, mais avec des vues profondes sur l'avenir. Il faut trouver des administrateurs qui voient loin et qui voient grand, qui ne se laissent pas entraîner dans le sillage petit-bourgeois. Cela va de soi, me dira-t-on, mais c'est assez difficile à réaliser. Dégager des aptitudes, trouver des hommes, et qu'ils soient assez développés pour ne pas se croire une élite et qu'ils gardent au cœur la chaude affection des foules ouvrières qu'ils doivent exprimer et avec lesquelles ils doivent toujours garder le contact.

Faire la révolution, ce n'est point seulement préparer des troupes pour un coup de main, qui peut n'être pas nécessaire, car l'histoire nous apprend que le pouvoir est souvent abandonné par des dirigeants lassés ou incapables, c'est aussi et surtout créer des institutions nouvelles, des cadres nouveaux de remplacement.

LA PRISE EN CHARGE DE LA SANTE PUBLIQUE

L'Assurance sociale qui va en quelque sorte prendre la charge de la santé publique peut beaucoup. En aiguillant la médecine vers la technique, en lui enlevant son caractère de classe, elle crée un cadre nouveau en même temps qu'elle enlève à la bourgeoisie un terrain qu'elle exploite et qu'elle exploite en vue de maintenir son influence. Car, jusqu'à maintenant, il n'en a pas coûté beaucoup aux « œuvres » charitables ou patronales pour construire leurs façades de médecine pour pauvres. Ce n'est pas « l'œuvre » qui paie dans l'œuvre charitable. Ce ne sont pas les patrons qui paient dans l'œuvre patronale. Et cela même est admirable d'hypocrisie.

L'œuvre constituée, ses promoteurs se font subventionner par l'Etat, ou bien lancent un appel au public. Elle monopolise la mendicité. Elle reçoit l'argent et elle le dépense — mais elle « dirige ».

Il faut que l'Assurance sociale, que paie la classe ouvrière, qui est faite pour la classe ouvrière, soit dirigée par la classe ouvrière. Il faut que celle-ci arrache des mains des patrons et de l'Etat le pouvoir d'administrer l'assurance et qu'elle s'apprête à user de ce pouvoir.

Elle peut, nous semble-t-il, beaucoup; la loi elle-même lui en fournit un moyen : Les caisses d'assurances peuvent passer des contrats avec les syndicats de professionnels fournisseurs de l'Assurance. Les caisses d'Assurances départementales, les caisses d'Assurances régionales peuvent créer des institutions (maisons de santé, sanatoriums, etc.) Elles peuvent donc par les contrats avec les syndicats de professionnels (dentistes, médecins, pharmaciens, etc.), par les plans qu'elles auront à élaborer, contrôler, orienter la médecine et l'hygiène en France.

La gestion par les assurés eux-mêmes

Autour des milliards de l'Assurance, et des appétits qu'ils vont susciter, la bataille doit se livrer. Déjà les politiciens ont pris les devants; ils ont voulu favoriser les mutualités.

Deux moyens pour contrebattre leur volonté et leur imposer la volonté ouvrière : faire propagande dans la mutualité elle-même, qui comprend un grand nombre d'éléments ouvriers ; fonder des caisses autonomes qui ont, elles, la liberté de gérer. Combattre la création des caisses patronales ou confessionnelles, que l'on va fonder sous le masque de caisses syndicales ou professionnelles, et en même temps, à l'intérieur de ces caisses, si elles se créent, faire une propagande intelligente.

Il ne signifierait rien de créer des caisses communistes, ou radicales, ou socialistes, blanches, bleues ou rouges, selon un modèle qui serait vraisemblablement

identique, car sous le verbalisme radical, socialiste ou communiste, le cadre bourgeois subsisterait. Il faut simplement que les caisses ouvrières soient soustraites aux influences politiques, patronales, confessionnelles, qu'elles appartiennent bien à *la classe ouvrière*.

Il serait pénible et monstrueux que les caisses deviennent des champs clos pour les luttes de tendances. Il le faut d'autant moins que déjà, en dehors des désirs des politiciens de favoriser les mutualités, se montre la volonté patronale de diriger les caisses. Les journaux nous ont appris ces jours derniers qu'à Noisiel, M. Menier, chocolatier et sénateur, avait déclaré prendre à sa charge la cotisation ouvrière. Il veut payer ; on peut dire : il veut diriger. En même temps, le général de Castelnau essaie de lancer les caisses diocésaines. Pourquoi les deux C. G. T. ne s'uniraient-elles pas pour lancer les caisses autonomes ?

En somme : créer des caisses autonomes, le plus possible et dès maintenant ; se préoccuper de contrebattre l'influence politique, confessionnelle ou patronale dans les autres ; préparer des administrateurs ouvriers, tels doivent être les objectifs des milieux ouvriers.

Il est un autre côté du problème, que nous avons envisagé au début de cette étude : Supprimer la médecine « populaire » d'assistance, de charité, et lui substituer une médecine libérée, elle aussi, des influences patronales, confessionnelles ou politiques, une médecine technique. C'est un point essentiel.

UN OBSTACLE : LES MEDECINS

Ici un autre obstacle : les médecins. Ils sont pour l'immense majorité, la presque totalité, d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise. Les études qu'ils ont faites devraient leur avoir ouvert l'esprit. C'est vrai pour quelques-uns, plus nombreux qu'on ne pense peut-être. L'immense majorité, préoccupée des problèmes immédiats de la vie, ne voit pas le développement de la situation ; elle ne comprend pas qu'elle se trouve à un moment d'évolution technique qui conditionne des transformations et qui met aux prises les tenants de l'artisanat avec l'usine du capitalisme. Elle demande à grands cris le maintien de la médecine faite seulement au cabinet du médecin ou au domicile du malade, qu'elle appelle médecine traditionnelle, mais elle accepte déjà que le médecin soit, sous des formes diverses, l'employé du patron ou de l'Etat. Déjà elle a monnayé son indépendance, et elle tend le cou au licol du fonctionnariat.

Les médecins sont groupés en syndicats. Ils avaient jusqu'à ces dernières années une Union prospère. Dans cette Union, une tendance syndicaliste s'était dégagée, purement professionnelle. Dans les faits, malgré elle peut-être, elle se rapprochait, par les solutions syndicalistes, des tendances ouvrières. Elle combattait tout ce qui attente à la liberté du médecin : Etat, collectivité (patronat, œuvres), et elle prétendait que les syndicats médicaux déterminent eux-mêmes, par des contrats débattus de part et d'autre, les conditions du travail des médecins. Elle prônait l'action directe. Elle triompha pendant quelques années, mais au départ de ses militants les plus qualifiés (Lafontaine, Lenglet, Quivy), assaillie de toutes parts par les politiciens (Action française, franc-maçonnerie, gouvernement), par les patrons (Consortium du Textile et Comité des Forges), par les cléricaux (Cercle du Luxembourg et associations catholiques), elle fut mise en échec. Une scission s'ensuivit dont on s'efforce actuellement de ressouder les tronçons.

La loi cependant permet le contrat collectif entre Caisses et syndicats médicaux, et les faits détermineront la mentalité des hommes. A un moment donné, les caisses ouvrières qui donneront une médecine saine pourront rencontrer dans les syndicats médicaux une oreille favorable. Elles pourront donc être entendues si elles savent s'appuyer sur les éléments syndicalistes qui existent dans les syndicats médicaux. Mais surtout, il faudra construire des maisons de santé, des maisons de cure, des centres techniques, que les fonds de l'Assurance peuvent permettre de construire, et s'opposer à la construction d'hôpitaux que projettent le gouvernement et l'Assistance publique.

Il faut instruire la masse de ces problèmes techniques qui l'intéressent de si près et qu'elle ne connaît pas. Il faut lui montrer — et on le peut — le caractère des institutions actuelles d'assistance, lui donner des besoins qu'elle n'a pas, s'emparer des questions d'hygiène à l'atelier et au foyer. Tout cela est possible.

Cela nous suffit pour affirmer que la loi d'assurances sociales peut être orientée dans le sens des intérêts de la classe ouvrière ; qu'elle peut être soustraite, dans une certaine mesure, aux influences politiques, patronales, confessionnelles.

Mais encore cela ne se fera pas tout seul. Aux ouvriers de faire trève à leurs divisions, de déterminer une tactique et d'agir.

L. FONTIS.

P.-S. — Réparons deux coquilles du dernier numéro, l'une, due à ma mauvaise écriture, qui me fait dire, p. 344, 1re col. : « ...il semble que les Russes se soient intéressés davantage », au lieu de « il semble que les **hommes...** »; l'autre est relative, page 345, 1re col., au montant du budget annuel des Assurances sociales ; il sera non de 4 à 5 millions, mais de 4 à 5 milliards.

Pour sauver les déportés de Russie

« *La nouvelle se confirme d'une aggravation continue de la maladie du camarade Trotsky* », écrivait Radek au Comité central du Parti communiste russe. « *Trotsky est atteint de la malaria, qui lui est particulièrement dangereuse, son corps étant affaibli par des maladies antérieures... Dans le trou perdu où il se trouve, il est absolument impossible de trouver l'aide médicale nécessaire. Non seulement celle-ci manque, mais on ne peut pas trouver les aliments indispensables à quiconque souffre de l'estomac* », écrivait L. Sosnovsky à la rédaction des « Izvestia ».

« Grossiers mensonges », absurde légende », répond *l'Humanité* dans son numéro du 20 décembre. Elle a tellement peur de l'émotion que soulèverait, si elle était connue des ouvriers révolutionnaires français, la situation faite à Trotsky ainsi qu'aux autres déportés, qu'elle en est réduite à attribuer ses propres procédés à deux militants, deux déportés, tout de même plus qualifiés qu'elle.

En fait de mensonges et de légendes *l'Humanité* ne craint pas la concurrence. Elle parle de Trotsky bien portant, écrivant des articles et des livres, allant à la chasse. *L'Humanité* ment. Elle ment par raison d'Etat. Elle ment parce que la vérité, telle que l'ont décrite Radek et Sosnovsky, ne manquerait pas d'alarmer ceux de ses lecteurs qui ne sont pas fanatisés.

Si une amélioration a pu survenir dans l'état de Trotsky et dans la situation des déportés (ce que nous ignorons), nous serions heureux de l'enregistrer. Notre inquiétude diminuerait. Ce serait un premier résultat des protestations élevées par les véritables révolutionnaires de tous les pays. Mais ces protestations ne sauraient s'arrêter tant que durera le scandale lui-même. *L'Humanité* n'a publié sa misérable réponse que pour empêcher nos protestations d'être entendues. Elles doivent redoubler jusqu'à ce que Trotsky et ses camarades reviennent d'exil ou sortent de prison, jusqu'à ce que cesse l'exercice, sans contrôle du prolétariat, de la justice administrative secrète appliquée aux ouvriers révolutionnaires de Russie.

Notes Economiques

LES RAISONS DE L'AUTONOMISME ALSACIEN

Après le succès aux élections législatives et aux élections du Conseil général, après le succès à l'élection sénatoriale où les autonomistes alsaciens et leurs alliés ont partout triomphé, l'attentat contre le procureur Fachot, a remis la question de l'autonomisme alsacien à l'ordre du jour. De son côté, le gouvernement français n'est pas resté inactif et ne s'est pas contenté de faire discourir Poincaré ; capable de comprendre le matérialisme historique quand son intérêt le presse, il a inauguré la ligne de chemin de fer de Saint-Dié-Saales, première d'un groupe de quatre lignes qui doivent percer les Vosges sur un intervalle de moins de 50 kilomètres, afin de réunir étroitement l'Alsace et la « mère-patrie ».

Qu'est-ce donc que l'autonomisme alsacien ?

Pourquoi l'autonomisme

Vers le milieu de l'époque tertiaire, un antique et vaste massif montagneux qui s'étendait sans interruption de part et d'autre de l'actuelle frontière allemande s'effondrait en son milieu. Sur l'emplacement de l'effondrement, encastrée entre les deux parties restantes de l'ancien massif, une fosse se formait : cette fosse c'est l'Alsace, plaine étroite allongée entre Vosges et Forêt Noire, les deux parties maintenant séparées de l'ancienne montagne.

L'Alsace est donc un couloir et, qui plus est, un couloir fermé à l'une de ses extrémités : en effet, elle est barrée au Sud par le Jura suisse, qui laisse tout juste entre lui et les Vosges une petite « porte », la porte de Bourgogne, ou trouée de Belfort ; au Nord seulement le couloir alsacien débouche largement, aboutissant à la Lorraine dont il n'est séparé que par quelques collines plus ou moins espacées.

L'Alsace forme ainsi une région très nettement délimitée, isolée du monde de trois côtés sur quatre. Quiconque a parcouru, seulement une fois, la plaine d'Alsace, n'a pas pu ne pas être frappé par cet isolement.

A ce premier caractère s'en ajoute un second.

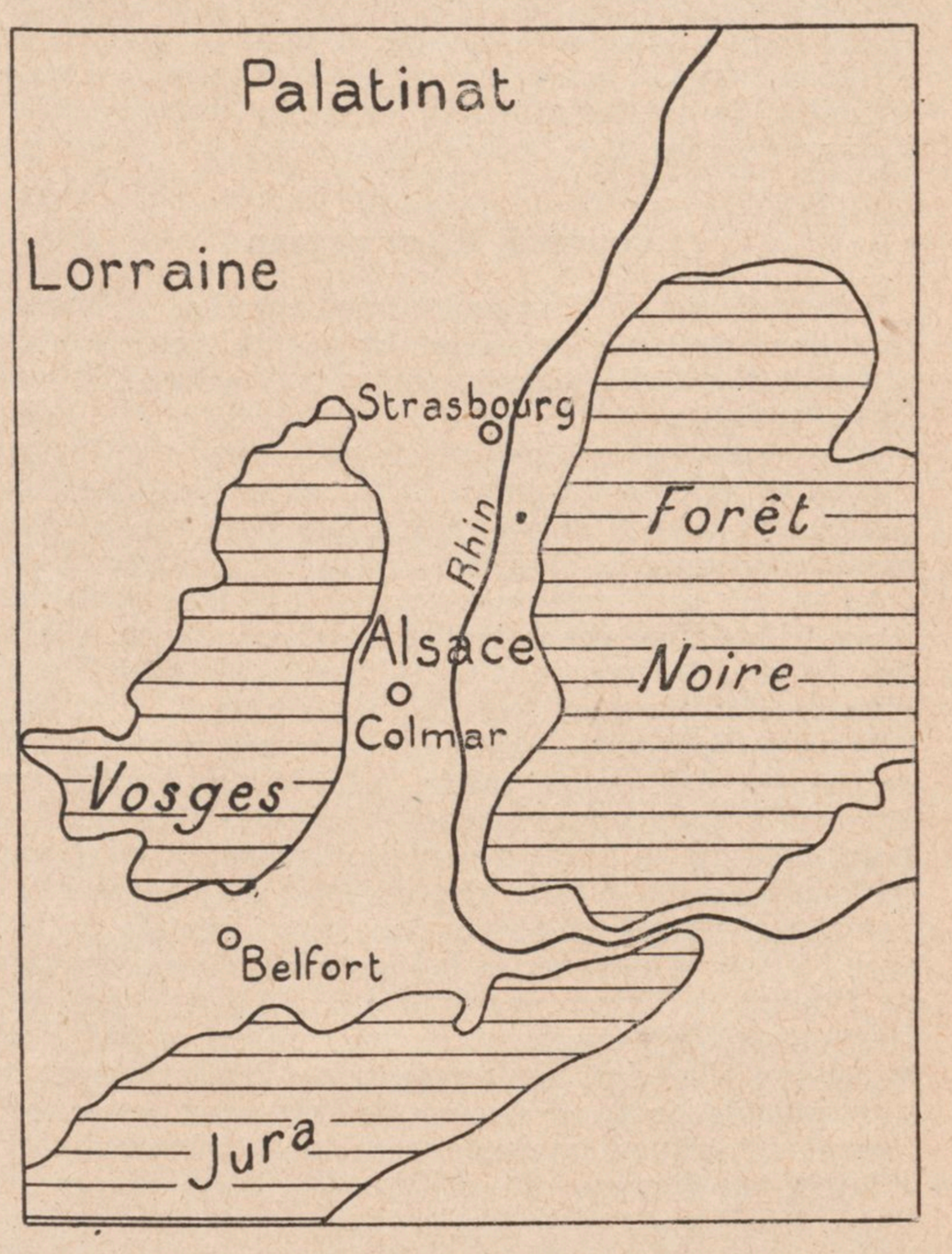
L'Alsace se trouve juste à la limite de deux civilisations, de deux pays de langue et d'histoire différentes, et souvent ennemis.

Réunis, ces deux caractères ont créé l'autonomisme alsacien.

Le premier, à lui seul, n'eût sans doute pas suffi. Un pays de faibles dimensions, comme l'Alsace, même aussi isolé géographiquement, ne saurait conserver le désir d'une vie indépendante, s'il est entouré de tous côtés par un même peuple, de même langue, de même formation historique ; rapidement celui-ci le submerge.

Inversement, un pays frontière qui n'est pas doué d'une forte individualité géographique n'est pas, lui non plus, autonomiste ; il peut contenir dans son sein des partisans de l'un ou de l'autre des peuples qui l'entourent, mais il n'est point autonomiste. C'est par exemple le cas de la Lorraine. Pas plus sous la domination allemande que sous la domination française il n'y eut d'autonomisme lorrain. Il y a certes, aujourd'hui en Lorraine, quoi qu'en pensent nos patriotes professionnels, une grosse partie de la population qui préférerait dépendre de l'Allemagne que de la France, mais c'est ainsi que la question se pose : on est pour l'Allemagne ou pour la France, on n'est pas pour une Lorraine indépendante ou autonome. En Alsace, d'ailleurs, on peut constater le même phénomène : plus on va vers le Nord, plus la plaine s'élargit et se rapproche de son débouché, et moins est fort l'autonomisme ; la patrie de l'autonomisme c'est le Haut-Rhin et non le Bas-Rhin ; la capitale en est Colmar, non Strasbourg ; en Basse Alsace les autonomistes doivent voter pour le communiste pour réussir, tandis qu'en Haute Alsace ce sont les communistes qui votent pour les autonomistes.

On peut encore vérifier ce que nous venons de dire par l'exemple d'un autre pays qui n'est pas très loin de l'Alsace : la Bavière. La Bavière, elle aussi, veut son autonomie ; si le Reich républicain, pas plus que le Reich impérial, n'est parvenu à faire de l'Allemagne un Etat un, comme le sont la plupart des autres pays européens, s'il a dû rester un Etat fédéral, à l'intérieur duquel subsistent des Etats séparés, ayant leurs parlements et leurs ministres propres, maîtres de leur politique intérieure, c'est uniquement à cause de la Bavière, à cause de la résistance forcenée qu'opposa Munich à toute tentative d'unification.



Les parties hachurées ont de 500 mètres à 1.200 mètres d'altitude environ. Les autres parties ont moins de 250 mètres.

Jetez un coup d'œil sur la carte : vous verrez que la Bavière (j'entends, bien entendu, la Bavière proprement dite, et non la partie septentrionale de l'Etat bavarois, la Franconie, qui ne fait point partie géographiquement de la Bavière, et, pour cette raison précisément, n'est point autonomiste), vous verrez, dis-je, que la Bavière, est, tout comme l'Alsace, une plaine isolée, entourée de montagnes de tous côtés : au Nord-Ouest le Jura de Souabe et de Franconie, au Nord-Est le Bohmer-Wald, au Sud les Alpes. En outre, seconde condition, la Bavière est, elle aussi, située entre deux civilisations différentes,

celle du Nord et celle du Sud, la civilisation germanique et la civilisation méditerranéenne ; d'un côté l'Allemagne, et de l'autre l'Italie. D'où l'autonomisme bavarois.

Il est cependant une différence importante entre l'autonomisme de l'Alsace et celui de la Bavière, différence qui n'est que la conséquence claire et logique des faits. Pour l'Alsace qui se trouve séparée de la France et de l'Allemagne par deux massifs d'importance sensiblement égale, les deux sœurs jumelles, Vosges et Forêt-Noire, il est fort indifférent d'être autonome dans le cadre de l'Allemagne ou dans celui de la France, pourvu qu'elle soit autonome ; pour la Bavière il n'en est pas de même : les montagnes du Jura qui la séparent de l'Allemagne n'ont rien de comparable comme importance à la barrière des Alpes qui la sépare de l'Italie, il s'ensuit que la Bavière ne saurait concevoir son autonomie que dans le cadre de l'Allemagne, la question d'une Bavière italienne ne se pose même pas.

Pourquoi il est paysan

Les raisons de l'autonomisme alsacien apparaissent donc de toute évidence. Et ces raisons nous expliquent l'une des plus importantes caractéristiques de ce mouvement.

L'isolement géographique ne crée une « petite patrie », ne pousse à vouloir la constitution d'un Etat limité aux bornes de sa région que pour qui a, dans sa vie quotidienne, l'horizon limité à ces bornes. Celui dont la vie tout entière se passe en cette plaine du Rhin, d'où l'on n'aperçoit en dehors de la plaine que la double barrière des Vosges et de la Forêt-Noire, celui pour qui tous les actes essentiels et quotidiens de l'activité économique, travail, vente, achat, se passent dans cette vallée, celui-là est dominé par les conditions géographiques, et c'est l'isolement géographique qui le porte à vouloir l'isolement politique; celui-là et *celui-là seul*. Or, quel est l'Alsacien qui a une vie physique et économique ainsi limitée à l'Alsace ? C'est le paysan, et *lui seul*. Le champ d'action de l'industriel n'est pas limité à l'Alsace ; ses matières premières viennent en tout ou en partie d'ailleurs que d'Alsace, ses produits se vendent, pour la plus grande part, en dehors de l'Alsace ; personnellement il doit, en maintes occasions, aller pour ses affaires en France ou en Prusse ; dans ces conditions, les Vosges et la Forêt-Noire ne sont pas pour lui des barrières ; elles ne limitent point son horizon : tout au plus lui sont-elles une gêne qu'il déplore. Aussi, chez lui, aucun désir d'autonomie.

C'est ainsi que le mouvement autonomiste alsacien est un mouvement uniquement paysan ; on l'a bien vu au procès de Colmar où Ricklin et ses co-accusés ont été condamnés par un jury alsacien, qu'on avait eu l'habileté de composer exclusivement de purs Alsaciens, mais... d'Alsaciens industriels, non de paysans.

Pourquoi il est clérical

On voit ainsi que l'autonomisme alsacien n'a rien de comparable avec les grands mouvements d'indépendance nationale qui soulèvent actuellement la plupart des peuples coloniaux ou semi-coloniaux d'Asie ou d'Afrique. Les peuples coloniaux luttent pour leur indépendance, parce que leur développement est actuellement arrêté du fait de la domination qu'ils subissent ; c'est pour faire sauter la camisole de force qui les empêche de se développer qu'ils veulent devenir nation indépendante. Rien de semblable pour l'Alsace (pas plus que pour la Bavière). Ce n'est pas le fait d'être intégré dans l'Etat français ou dans l'Etat allemand qui peut retarder, si peu que ce soit, le développement économique de l'Alsace, tout au contraire.

L'autonomisme alsacien n'est qu'un vestige des âges passés. Les naturalistes trouvent parfois au milieu de faunes modernes, d'anciens animaux qui, grâce à des conditions d'habitat tout à fait particulières, ont pu se maintenir, alors que leurs congénères ont disparu. Il en est de même du paysan alsacien : grâce à une situation géographique tout à fait particulière, il en est resté à la conception régionaliste, à la conception de l'Etat régional, tout à fait normale au XIVe siècle, à l'époque des pistes à peine carrossables, mais qui paraît extravagante à l'époque des routes et des chemins de fer. L'autonomisme alsacien est un mouvement représentatif d'une économie réactionnaire, et c'est pourquoi, tout naturellement, il est, dans le domaine des idées, un mouvement clérical, le propre de l'Eglise catholique étant toujours de fournir son expression idéologique à la réaction économique.

Mais n'est-il pas profondément réjouissant de voir tous nos patriotes, qui ne pouvaient autrefois parler de la « fidélité » alsacienne qu'avec des larmes dans la voix, gouverner l'Alsace par la terreur, révoquant, emprisonnant, bâillonnant, refusant de laisser les représentants de l'Alsace siéger au Parlement français ? C'est là une nouvelle démonstration des dimensions formidables que sait atteindre le bourrage de crânes bourgeois ; à ce titre, l'autonomisme alsacien est une chose bien divertissante, mais il n'est rien de plus.

⁂

LA POLOGNE, COLONIE AMERICAINE

Nous avons signalé en son temps que Pilsudski, devenu dictateur de Pologne par réaction contre les projets de mainmise américaine, n'en avait pas moins dû acquiescer à cette mainmise, en acceptant lors de la seconde stabilisation du zloty, la nomination d'un « conseiller financier » américain, à la fois le véritable ministre des Finances de Pologne, et le véritable gouverneur de sa Banque d'émission.

Nous avons aussi indiqué que cette mainmise politique se doublait d'une mainmise industrielle : Harriman, le grand capitaliste américain, était devenu propriétaire des mines silésiennes de zinc du groupe Giesche, les plus importantes mines de zinc de l'Europe.

De nouveaux progrès viennent encore d'être faits par l'Amérique dans la colonisation de la Pologne.

D'une part, Harriman s'est assuré le contrôle de trois des plus importantes entreprises de charbonnages et de métallurgie de Haute-Silésie: les Compagnies Bismarck, Kœnigs et Kattowitz. Par là, Harriman devient le maître de près du tiers de la production houillère de la Haute-Silésie, et de près des deux tiers de sa production métallurgique. Zinc, charbon, hauts-fourneaux, Harriman est maintenant le roi de Silésie.

D'autre part, un groupe bancaire américain est en train de fonder à Varsovie une banque de crédits à long terme pour l'agriculture. Cette banque absorbe toutes les banques polonaises locales faisant le même genre d'opérations, si bien que désormais, l'agriculture polonaise dépendra uniquement de cette banque américaine pour ses crédits. Ainsi maîtresse du commerce et de l'industrie polonais par le contrôle qu'elle exerce sur l'Institut d'émission au moyen du « Conseiller financier », la finance américaine va devenir maintenant maîtresse de l'agriculture.

R. LOUZON.

A travers les Livres

Edouard Dujardin : DEMAIN. ICI AINSI LA REVOLUTION (Delpeuch Ed.)

Edouard Dujardin après avoir longuement étudié la fin de la civilisation antique et la naissance de la société chrétienne a acquis la certitude que notre civilisation entre à son tour dans l'époque de la décomposition.

Voici des signes :

« *Indiscipline sociale, refus du risque, mensonge d'une démocratie qui n'est que ploutocratie, irréligion ou parodie de religion, la poésie et la musique enfuies en quelques tours d'ivoire, cynisme au lieu de décence, triomphe du progrès mécanique enfin, et, avec lui, l'avènement du mufle, les appétits matériels déchaînés, la spiritualité bafouée : tous symptômes de la victoire du rationalisme.* »

Dujardin en énumère d'autres; je ne veux relever que le plus significatif : l'Europe fournit des armes à ses mercenaires barbares : noirs et jaunes comme l'Empire romain en fournit à certaines tribus germaniques.

La Révolution est certaine parce que les hommes « ont pris conscience qu'ils sont opprimés en ce qu'ils appellent leurs *légitimes droits* ou leur *sentiment de la justice* ou leur *dignité d'hommes.* » L'ouvrier va faire la Révolution parce qu'il « paie de son asservissement la nourriture qu'il mange. » La Révolution est la révolte de l'Esprit qui exige sa libération.

La mort de la civilisation contemporaine est préparée par le communisme comme la mort de la civilisation antique a été préparée par le christianisme. Elle sera consommée par la « guerre civile européenne » et la ruée des Barbares dont nous aurons éveillé les désirs... Et avant que renaisse une civilisation nouvelle, l'humanité connaîtra un long bain de barbarie.

Mais Dujardin ne se hasarde point à prédire le jour de la Révolution.

Avant leur mort les civilisations connaissent des crises avant-coureuses. Sommes-nous en face de l'une de ces crises ou en face de la crise ultime? La culbute est-elle proche ou bien les efforts réactionnaires obtiendront-ils un délai?

(Je pense que la réponse nous sera donnée par les vicissitudes de l'effort pour la Paix; la Société bourgeoise ne fait des efforts désespérés pour accorder les antagonismes nationalistes que parce qu'elle sait que sa survie est suspendue à la Paix. Qu'ils sont donc peu réalistes, ces révolutionnaires qui pensent que la Société des Nations (le pacifisme des banquiers) n'est qu'une comédie destinée à duper les peuples; elle est le lieu où se joue le drame d'une civilisation).

Dujardin cherche où est la force qui peut obtenir un sursis à la mort de la civilisation actuelle; il se tourne d'abord vers le monde germanique avant de se pencher affectueusement vers la Russie — la Russie où le bolchevisme n'est pas plus la continuation du marxisme que le catholicisme n'a été la suite d'un rêve évangélique.

Et il conclut :

« La question est de savoir si le communisme possède une force constructive; elle est plutôt de savoir si cette force, il la possède au degré pleinement nécessaire. »

« Mais il faut que nos contemporains se persuadent de ceci : si la Révolution n'est pas communiste, elle sera autre chose, mais elle sera. »

Tel est le schéma de ce livre. Un schéma n'est hélas qu'un schéma. Il ne peut donner idée ni de la passion révolutionnaire de Dujardin, ni de la noblesse de son consentement à ce qui doit arriver.

Au total, une œuvre probe, forte qui appelle la méditation des « hérétiques » de la *Révolution Prolétarienne.* — B. GIAUFFRET.

Auguste Brepson : UN GOSSE (Edit.ions Rieder, 12 fr.)

Le titre de ce livre eût pu être : « Un gosse dans la misère ». L'auteur raconte une enfance où il eut froid et faim, encore que la joie vînt éclairer à ses heures les murs de telle pièce d'une « cité » de la rue Jeanne-d'Arc à Paris, de cette pièce où « un gosse » ne pouvait contempler le ciel que dans un éclat de miroir tendu par la fenêtre.

C'est en même temps un gosse dans la rue, sur les « fortifs », au contact de la vie toute nue, exposé à tout. « Un voyou » a sans doute dit de lui une vieille et calme petite rentière du quartier. « Ses parents ne s'occupent donc pas de lui?... » Mais il n'a plus que son père, qui est à l'hôpital et y meurt, et sa grand'-mère, qui l'élève et vend des lacets au Marché Saint-Médard.

Les « voyous » de cette sorte — ce ne sont pas du tout des voyous — sont des milliers sur le pavé des grandes villes. Leur livre nous manquait; Auguste Brepson nous l'a donné avant de mourir; nous pouvons ranger « Un gosse » à côté du bouquin de Vallès et aussi à côté de celui de Pergaud. — M. CH.

Maurice Parijanine : LE KRASSINE AU SECOURS DE L'ITALIA (Rieder).

Intéressant reportage du drame polaire, qui aurait sans doute gagné à être plus ramassé. Le nœud, c'est l'accusation formelle portée contre Zappi de tentative d'assassinat envers Mariano, tentative qui rend moralement plausible celle de l'assassinat du savant suédois Malmgreen. L'autre intérêt réside dans ce que nous entrevoyons de la vie russe sur le grand brise-glace soviétique. — B. G.

Louis Paul : LA CITE (Edition Les Humbles).

Le bouquin d'un travailleur révolutionnaire.

Coups de fouet à la guerre, coups de fouet aux avachis. Louis Paul sait cingler. Mais il sait s'émouvoir d'amour. Aussi son livre mérite-t-il largement la présentation que Parijanine en fait : « Ma conclusion est qu'il (Louis Paul) possède un talent que bien des professionnels pourraient envier ; et qu'il a par-dessus le marché, le souffle de sa classe, qu'il en a la poitrine toute gonflée. »

Je regretterai pourtant que Louis Paul fasse parler plus qu'agir. Trop vouloir prouver. Trop vouloir avoir raison. Défaut commun à ceux qui abordent la littérature avec l'âme militante. Pourtant, camarade inconnu Louis Paul, c'est la vie qui enseigne les hommes bien plus que nos raisonnements. C'est la vie — vécue plus que pensée — que l'écrivain prolétarien doit coucher dans son œuvre pour nous rallier ceux qui flottent à la lisière de nos batailles. — B. G.

Joseph Dimier : UN REGULIER CHEZ LES JOYEUX (Grasset).

Histoire vécue.

Cette vieille bête d'administration militaire a envoyé, volontaire par force, Dimier chez les Joyeux. Très sobrement, celui-ci nous raconte quelques scènes et nous décrit quelques types de là-bas : joyeux et chiourme. Joli monde évidemment ; mais à tout prendre, la chiourme semble la moins appétissante.

Dimier n'est pas un mauvais esprit (il se souvient avec émotion de son uniforme de chasseur alpin), aussi le livre n'est-il pas « forcé », mais bien plutôt atténué, si j'en juge par les confidences qu'un ancien sergent des Bat' d'Af' me faisait, après boire, pendant la guerre,

Tel quel, pourtant, il constitue un écrasant réquisitoire contre un système qui achève d'abrutir les condamnés en avilissant chaque jour leurs gardiens. — B. G.

NOUS AVONS REÇU :

Devant l'obstacle, l'Amérique et nous, de André TARDIEU, 1 vol. 18 fr. (Emile-Paul, éditeur).

La Pologne et nous, de René MARTEL, 1 vol. 15 fr. (André Delpeuch, édit.).

L'Industrie allemande, de Gaston RAPHAEL. (Flammarion, édit.).

L'Hypertrophie de l'Etat, de Roger CRUSE, 1 vol. 10 fr. (Alcan, édit.).

La Morale des Affaires (précis d'une morale économique), de O. LEMARIÉ, 1 vol. 15 fr. (Alcan, édit.).

La Politique étrangère des Etats-Unis, de Jean GACHON, 1 vol. 15 fr. (Alcan, édit.).

La Liquidation financière de la guerre, de Augustin DELATTRE, 1 vol. 15 fr. (Alcan, édit.).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

ASSEZ DE SCISSIONS !

Le bureau fédéral unitaire du Bâtiment a prétendu que les militants de la Chambre syndicale de la Maconnerie-Pierre » suivaient admirablement les traces des auteurs de la 3e C. G. T. et de la *Révolution Prolétarienne.* » Gitton intitule son article de la *Vie Ouvrière,* article écrit après la cassure survenue dans ce Syndicat : « Les lieutenants de Monatte à l'œuvre. »

Les traces de la *Révolution Prolétarienne* en matière de scission, il serait heureux que non seulement les syndicats, mais aussi le bureau unitaire du Bâtiment les suivent ; cela éviterait aux uns et aux autres de commettre des gaffes irréparables.

Il a plu à Brout et à Vésine d'indiquer aux lecteurs de *l'Humanité* que la Ligue Syndicaliste prêchait la scission. Ils savaient pourtant qu'ils mentaient en disant cela, un représentant de la Ligue leur ayant donné le point de vue de celle-ci sur les départs de syndicats de la C. G. T. U. Mais doit-on demander le respect de la vérité à ceux qui ont dit : « Par tous les moyens... » ?

Les véritables scissionistes sont ceux, rue Lafayette ou rue Grange-aux-Belles qui, ayant charge d'agglomérer des syndicats en fédération, ne font rien pour les retenir, mais tout au contraire font tout pour se débarrasser des gêneurs.

Les véritables scissionnistes sont ceux qui, parlant sans cesse du syndicalisme de masses, du mouvement syndical unique, estiment qu'on se trompe d'adresse en venant à la C. G. T. U.

Mais ici, nous estimons que les camarades ne doivent pas faire le jeu de ces faux serviteurs du prolétariat.

Les syndicalistes révolutionnaires et unitaires doivent, où qu'ils se trouvent, lutter pour le triomphe, dans les syndicats et dans les centrales, des idées qui leur sont chères.

Déserter un syndicat communiste, parce qu'on s'y croit seul, et rester isolé dans sa corporation, *est une faute.* Aller dans un syndicat confédéré où l'on ne trouvera pas plus de syndicalistes révolutionnaires, où l'on trouvera le même centralisme étouffant, le même dédain du cochon de payant, et où l'on sera le nouveau venu qui n'a rien à dire, *c'est une autre faute.*

Quant aux syndicats qui se laissent entraîner dans l'autonomie, qu'ils examinent la situation de ceux qui les ont précédés dans cette voie. Ils verront qu'aucun n'a emmené avec lui la totalité des adhérents, qu'aucun n'a réalisé ou maintenu son unité corporative, mais qu'au contraire tous se sont petit à petit désagrégés.

L'adhésion à la C. G. T. ? Evidemment c'est la planche de salut pour ceux qui sont sortis de la C. G. T. U. et qui ne veulent pas s'éteindre complètement dans l'autonomie. Mais aucun syndicaliste révolutionnaire ne peut approuver le programme de la C. G. T., ni son centralisme aussi étouffant que celui de la C. G. T. U. Alors ? y entrer pour lutter ? Quelles luttes y ont donc menées les Sirolle, les Frago, les Peltier, les Clérambault et d'autres ?

Si l'on veut lutter pour le syndicalisme révolutionnaire, il faut lutter *là où l'on est :*

Le syndiqué confédéré à la C. G. T.

Le syndiqué unitaire à la C. G. T. U.

Plus de nouvelles scissions !

Ah ! si les syndicalistes révolutionnaires étaient restés, malgré les exclusions et luttant contre les exclusions, quelle majorité ils auraient aujourd'hui dans la C. G. T. unique !

Ah ! si les autonomistes étaient restés dans la C. G. T. U. nous pourrions, maintenant, après les fautes des communistes, apercevoir le début d'un renversement de la majorité.

Les fautes, les échecs vont continuer. Ils sont inhérents au système du « parti au-dessus de la classe ».

Ceux qui sont dans la C. G. T. U. doivent y rester, pour tirer les leçons de ces échecs parmi ceux qui ne voient pas encore, et, avec leur aide, au moment propice, faire triompher, de la base au faîte, les méthodes syndicalistes révolutionnaires.

J. MOINY.

LES MÉFAITS DE LA RATIONALISATION

Pour conserver quelques illusions sur l'utilité de la rationalisation et les profits qu'en peut soi-disant tirer la classe ouvrière, il faut ignorer d'une part les raisons qui la motivent, ses buts, le refus formel d'une entente avec les travailleurs sur les méthodes d'application, l'absence totale de précautions et de garanties pour la sécurité et l'avenir des travailleurs.

Il faut d'autre part ignorer les résultats déjà acquis. Quels en sont les bénéficiaires ?

Les raisons qui motivent la rationalisation sont l'égoïsme du capitalisme, sa soif de profit et de domination, sa volonté de lutte contre les lois sociales. Elles détruisent tous les sentiments généreux et nobles qu'on pourrait prêter aux auteurs de la rationalisation.

Pas d'autres buts que l'accroissement de la richesse du capitalisme, de sa puissance, de sa domination, par conséquent de l'asservissement de la classe ouvrière.

Le patronat de la haute industrie s'est, d'une façon absolue, refusé à soumettre son plan et ses méthodes à l'examen des producteurs : il ne veut pas admettre les modestes garanties sollicitées par la C. G. T.; aucune entente internationale pour la production et pour la répartition des produits, aucune précaution contre la multiplicité des accidents. Aucune mesure aucune garantie contre le chômage. Du côté capitaliste : augmentation des bénéfices par la diminution de la main-d'œuvre. Du côté ouvrier : chômage, misère aggravée.

L'augmentation de la production s'obtient par l'accélération de l'effort, et par la réduction des soins apportés à la production. Ces conditions d'exécution du travail ne peuvent manquer de nuire à la solidité des produits : la diminution des prix s'obtient au détriment de la qualité.

Le rythme accéléré du travail use plus rapidement l'organisme des travailleurs. L'homme est incapable de penser, son attention est entièrement absorbée par la machine dont il devient un rouage. L'observation et l'initiative sont abolies par l'automatisme des gestes.

Il convient de détruire une illusion qu'on tente d'accréditer, celle qu'une augmentation de la production produira une amélioration du sort des producteurs. Comme s'il n'était pas archi-prouvé qu'à l'abondance des produits ne correspond nullement une baisse des prix! Pour qu'il en soit autrement un contrôle sévère de la répartition et de la vente des produits serait nécessaire. Or, il est absolument inexistant.

Il faudrait aussi détruire cette erreur que les adversaires de la rationalisation sont les ennemis du

machinisme et du progrès, que la rationalisation, mauvaise en régime capitaliste, pourrait être bonne au lendemain de la révolution. Le machinisme devrait être développé dans le but de diminuer la peine du travailleur et d'améliorer ses conditions d'existence. A son développement devrait correspondre une diminution de l'effort et du temps de présence et une augmentation des salaires. Il est loin d'en être ainsi.

La rationalisation, corrigée de ses inconvénients et de ses dangers, ne serait plus la rationalisation.

Telle qu'elle a été conçue, dans sa forme et dans son but, elle doit être combattue comme éminemment nuisible au bien-être et à l'affranchissement de la classe ouvrière.

Les moyens de la combattre sont multiples. Campagne de presse, meetings, grèves, boycottage, tout doit être mis en œuvre. Avec de la persévérance, de la méthode, du courage, des résultats peuvent être obtenus. L'enjeu de la lutte vaut l'effort.

LE PEN.

CONTRE LES CALOMNIES DE LA V. O.

Réunie le 19 novembre, la Commission Exécutive de la Bourse du travail d'Alger a voté, à l'unanimité des présents, l'ordre du jour ci-après. La *Vie Ouvrière*, qui avait pris la responsabilité des calomnies de Simonin, a refusé d'insérer cet ordre du jour bien qu'il ait été voté par deux secrétaires des syndicats unitaires, membres de la C. E., les camarades Réalé, des boulangers, et Yanour, du syndicat Guerre et Pensions.

La C. E. de la Bourse du travail d'Alger, après avoir pris connaissance d'un article paru dans la Vie Ouvrière *du 19 octobre, portant comme titre : « Schiavo agent de l'impérialisme français » (signé de Simonin), déclare ne pas vouloir prendre parti dans les polémiques engagées entre les différentes tendances qui divisent le mouvement syndical français.*

Elle proteste néanmoins contre les procédés de polémique qui non seulement calomnient les militants, mais encore tentent de semer le discrédit sur ces derniers en les accusant de collusion avec les agents du gouvernement. En écrivant le passage suivant : « Le plus grave « c'est que maintenant et depuis que Schiavo est secré- « taire du Conseil d'administration de la Bourse du tra- « vail d'Alger, la police est admise dans toutes les réu- « nions syndicales corporatives et est encouragée dans « sa besogne de mouchardage. » Simonin accuse non seulement le camarade Schiavo, secrétaire de la C. E. de la Bourse, mais encore toute la C. E., Schiavo n'en étant que le secrétaire et n'ayant aucune autorité pour prendre telle ou telle décision.

Schiavo qui n'est que membre de la C. E. ne pouvant et ne devant assister aux réunions tenues par les syndicats de différentes tendances, il appartient aux organisations syndicales elles-mêmes de faire leur police et de jeter dehors l'intrus.

La C. E. affirme que le passage cité plus haut, n'est que pure calomnie et passe à l'ordre du jour.

Le Courrier de la Ligue

Rouen, décembre.

Vésine a écrit dans *l'Humanité* que le syndicat du Bâtiment de Rouen avait heureusement échappé à la débâcle grâce à la désignation d'une direction en accord avec la majorité de la C. G. T. U.

En 1927, ce syndicat avait pris 400 timbres; il en a pris 448 en 1928, plus 50 demi-cotisations.

Il est le seul dont les effectifs aient si peu augmenté. Le Textile et les Dockers ont, eux, quintuplé leurs effectifs. Dans l'ensemble, l'Union locale aura doublé ses effectifs sur ceux de l'année dernière; elle constitue les 3/4 de la région confédérale. En serait-il de même si les méthodes dévastatrices des orthos avaient prévalu?

Ainsi, on me signale, que le syndicat des cheminots de Sotteville, passé entre leurs mains, a perdu un nombre appréciable d'adhérents. On cite le chiffre de 300.

Faut-il revendiquer la journée anglaise ?

Il y a un point du problème de la journée anglaise sur lequel, à mon avis, les camarades qui ont répondu à l'enquête de la Ligue n'ont pas suffisamment attiré l'attention.

La journée anglaise est un nouveau moyen, pour le patronat, de diminuer les prix de revient en comprimant ses frais généraux, mais elle entraîne, pour les ouvriers, un accroissement du surmenage.

Le patronat n'a pas attendu les avis du Conseil National Economique pour l'appliquer dans ses grandes entreprises où l'on travaille à deux ou trois équipes. Et devant les résultats intéressants pour lui il va tenter, au besoin par voie de législation, de la généraliser.

Les ouvriers, qui ne sont pas assez jaloux de leur santé — c'est pourtant leur capital, à eux! — n'ont pas beaucoup réagi contre ce surmenage nouveau.

Mais il n'est pas trop tard, au moment où l'on parle de légaliser la journée anglaise pour que les syndicats réagissent et revendiquent des palliatifs au surmenage du travail sans arrêt.

Personnellement je fais la journée anglaise depuis plusieurs années et j'estime que 7 heures consécutives de travail, même avec une « brisure » d'un quart d'heure pour un léger casse-croûte sont un maximum. D'ailleurs, il est exact que le rendement de ces 7 heures est égal à celui des 8 heures en deux séances.

Je pense donc que les syndicats doivent combattre avec acharnement pour que la loi, les contrats ou les coutumes, signifient que la journée anglaise ne pourra dépasser 7 heures de travail consécutif et la semaine de 42 heures, sans diminution du salaire journalier ou hebdomadaire actuel, naturellement. Le patronat, d'ailleurs, n'y perdra pas encore si l'ouvrier y gagne un temps de loisir plus grand.

La semaine anglaise? Actuellement, là où elle est appliquée, les ouvriers sont toujours astreints aux 48 heures par semaine, c'est-à-dire à la journée de 9 heures pendant 5 jours; à moins d'arracher la semaine de 39 heures, ils devront donc faire 7 h. 30 pendant 5 jours et 4 h. 30 le samedi.

Mais ceci dit pour les entreprises qui pratiqueront la journée anglaise de 8, 9 ou 10 heures du matin à 3, 4 ou 5 heures de l'après-midi.

Pour celles — et elles vont être bien plus nombreuses — qui emploieront, avec le même matériel, les mêmes locaux, deux ou trois équipes, augmentant ainsi considérablement leurs affaires... et leurs bénéfices, les heures anormales auxquelles elles forceront leurs ouvriers à se rendre au travail devront être compensées par une nouvelle diminution de la durée de la journée du travail.

La journée de 6 heures ou 6 h. 30 — suivant l'insalubrité ou la fatigue particulière à ces entreprises — et la semaine de 36 ou 39 heures sont, dans ce cas, non seulement un palliatif à la fatigue du travail en dehors de la pleine lumière du jour, mais aussi une « participation » — la bonne celle-là — à l'augmentation des bénéfices patronaux par l'emploi d'équipes multiples sans augmentation ou presque des frais généraux.

Voilà mon point de vue. En dehors de ces revendications la journée anglaise ne serait qu'une surexploitation de l'ouvrier, une usure prématurée de ses forces et une augmentation des profits patronaux. — J. M.

La quinzaine syndicaliste

Contre la rationalisation

Le Pen, qui n'appartient pas à notre courant, nous a adressé l'article qu'on a lu plus haut. Nous n'avons pas hésité à publier cet article. Sur cette grande question de la rationalisation, il faut avec l'aide de tous faire la lumière la plus grande, il faut former le bloc des adversaires.

Il y a deux positions fausses, deux dangers dans le mouvement à ce sujet : la position des dirigeants de la C. G. T. qui préconisent la rationalisation dans le cadre actuel parallèlement à la politique des hauts salaires, et la position des dirigeants de la C. G. T. U. qui, certes, combattent la « rationalisation capitaliste » mais pensent que la « rationalisation tout court » est un progrès technique qui sera profitable à la classe ouvrière après la révolution.

Il importe surtout de combattre le premier de ces dangers. C'est le plus important. A ce titre, l'article de Le Pen montre de nouveau que l'état d'esprit de bien des syndiqués confédérés n'est pas, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, celui de leurs dirigeants. Un travail persévérant de propagande à la base de la C. G. T. le confirmerait. Il faut mener ce travail à l'aide de raisonnements, de faits et de chiffres qui feront éclater la duperie de la rationalisation, comme on aurait dû, hier, faire éclater celle de la stabilisation que Jouhaux réclamait tant et dont les effets désastreux pour la classe ouvrière sont aujourd'hui connus.

Il ne faut pas négliger de combattre en même temps le deuxième danger. Si vraiment la rationalisation c'est l'abrutissement du travailleur, son épuisement rapide par un effort plus grand quoique le nombre des heures de travail soit réduit, il faut le clamer et il faut dire que cela ne saurait pas plus être accepté par la classe ouvrière au lendemain de la révolution que dans le régime capitaliste.

Pour répondre à ces deux nécessités, il faut qu'au cours de cette nouvelle année la Ligue Syndicaliste réussisse à sortir la brochure de propagande dont l'étude que nous avons publiée le 15 octobre 1928 forme le fond; il faut que nous répandions cette brochure dans les syndicats et dans les usines.

Mais pour faire cela, il faut des sous, il faut du dévouement.

Exclusion scandaleuse

« Que ferez-vous? » avais-je demandé à Dudilieux lorsque le Congrès fédéral des Services publics et de l'Eclairage eût prononcé l'exclusion du syndicat parisien des Chauffeurs-Conducteurs, coupable d'avoir admis les quatre exclus des Producteurs d'énergie électrique, Bouveyron, Martzloff, Maure et Kéraudy.

La réponse de la C. G. T. U. vient d'être rendue publique par le petit bulletin de nos camarades, le *Denis-Papin* et la *Voix des Exclus,* réunis. Madame la Commission exécutive de la C. G. T. U. déclare qu'elle approuve cette exclusion.

Cela après la déclaration formelle et claire du Congrès du Livre, où Dudilieux affirma que « la C. G. T. U. se refuserait à exclure un syndicat pour délit de tendance ».

Les lecteurs de la *R. P.* ont eu toute la documentation sous les yeux, ils savent que s'il est une exclusion de tendance, c'est bien celle du Syndicat des Chauffeurs-Conducteurs. Mais les militants qui ne lisent pas la *R. P.* ne le savent pas.

Nous sommes prêts à fournir aux camarades soucieux de s'informer, toutes les pièces de l'affaire, à leur démontrer la fausseté des prétextes mis en avant pour tenter de justifier l'exclusion scandaleuse de bons ouvriers de la cause révolutionnaire. M. CHAMBELLAND.

ASSEZ D'ARGENT POUR LES GREVES ! VERSEZ A LA SOUSCRIPTION DU PARTI !

Les travailleurs du Textile d'Halluin et ses environs sont en grève depuis plus de 3 mois. Malgré la défaillance de leurs camarades des autres localités de la région du Nord, ils sont encore 12.000 à tenir le coup vaillamment. Ils sont décidés à tenir jusqu'au bout; c'est l'impression rapportée par tous ceux qui les ont vus. Mais ils ont besoin de la solidarité de l'ensemble de la classe ouvrière. Cette solidarité, après l'élan du début, semble devoir se ralentir. Aussi, pour rappeler à leur devoir les militants de la région parisienne, l'Union des Syndicats les avait conviés, au début de décembre, à un Comité général élargi .

Après audition du secrétaire du Textile du Nord, qui refit l'historique de la grève et fit connaître les raisons qu'avaient les grévistes d'espérer remporter la victoire, les délégués présents envisagèrent les meilleurs moyens de développer la solidarité.

Beaucoup de suggestions intéressantes ont été apportées. Pour ma part, je proposais aux syndicats représentés de s'astreindre chacun à un versement hebdomadaire.

Je fis une autre proposition : je demandai au bureau de l'Union d'intervenir auprès du Parti Communiste pour le prier de suspendre sa souscription jusqu'à la fin de la grève du Textile. J'exposai que le P. C. pouvait retarder sans danger la constitution de son « trésor de guerre » en vue des élections municipales. Les grévistes qui luttent depuis trois mois ont des besoins plus pressants. Et comme l'appel pour les grévistes et celui du P. C. s'adressent au même public (la C. G. T. U. n'éprouvant pas le besoin d'avoir un organe à elle), les ouvriers ne peuvent souscrire simultanément aux deux.

Cette opinion était partagée par maints communistes. Aussi, Racamond, qui présidait, après conciliabule avec Gaillard, promit à l'assemblée qu'une démarche du bureau de l'Union serait faite auprès de la direction du P. C.

Le résultat ?

Depuis que notre proposition a été formulée, la grève du Textile est reléguée à la 5e page, tandis que l'appel du parti est donné chaque jour en 1re page. Les « placards » sur plusieurs colonnes, les caractères gras, tout l'art typographique est employé pour attirer l'attention des lecteurs.

Ça n'a pas l'air, cependant, de rendre beaucoup. Tandis que continuent à circuler dans les boîtes, les listes pour les grèves, la souscription du P. C. traîne lamentablement.

C'est un indice que même dans notre époque de bolchevisation à outrance, le sentiment de classe chez les ouvriers l'emporte sur l'esprit de parti et que l'on préfère aider les grévistes que préparer les élections.

Le « mineur » Thorez et le « cheminot » Semard, devenus les porte-paroles du P. C. s'efforcent de remonter le courant. Dans un de ses articles, Semard écrit assez clairement qu'on a pas mal versé pour les grèves et qu'il est grand temps de donner au parti :

« Nous savons, dit-il, que les ouvriers ont fait un gros effort en faveur des grèves et nous les félicitons vivement pour ce geste de solidarité de classe qui est un facteur pour mener à la victoire les luttes contre le patronat. Nous connaissons les privations que beaucoup de camarades se sont imposées et s'imposent pour accomplir ce devoir.

« Aussi, confiants en leur dévouement à la cause, nous n'hésitons pas à faire un pressant appel *pour que, d'ici le 1er janvier, la souscription du Parti atteigne la somme qui nous est nécessaire pour nous faciliter l'accomplissement de nos tâches révolutionnaires.* »

Cet appel constitue un véritable torpillage de la grève du Nord. Il prouve bien, n'est-ce pas, que le P. C. n'est pas un parti électoraliste et que seule la lutte de classe l'intéresse.

Quant à nous, nous enregistrons que les communistes si prompts à appliquer les mots d'ordre du Parti dans les syndicats, sont incapables d'obtenir de ce Parti une décision pouvant faciliter une victoire ouvrière.

F. CHARBIT.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

MARDI 11 DÉCEMBRE. — Demande de levée de l'immunité parlementaire du sénateur Klotz.

— On apprend qu'un convoi militaire français a été attaqué dans le sud algérien; le général Clavery, plusieurs officiers et soldats ont été tués.

Allemagne. — Rupture des pourparlers dans le textile de Saxe et de Thuringe.

MERCREDI 12. — *Roumanie.* — Succès du parti national-paysan de M. Maniu aux élections.

Indes. — La police tue deux grévistes du textile à Bombay.

JEUDI 13. — La Chambre vote les 60.000.

VENDREDI 14. — Marty est condamné à 4 ans de prison pour l'interview de Foch.

— Klotz donne sa démission de sénateur.

SAMEDI 15. — Dumay et Anquetil sont interrogés par le juge qui instruit l'affaire de la « Gazette du franc ».

— Vif incident germano-polonais au conseil de la S. D. N. à propos de la Haute-Silésie.

MARDI 18. — Manifestation royaliste au ministère de l'Agriculture.

MERCREDI 19 . — Dumay quitte le « Quotidien ».

JEUDI 20. — *Italie.* — Condamnation de quinze communistes.

VENDREDI 21. — Un autonomiste alsacien blesse grièvement le conseiller Fachot.

SAMEDI 22. — Dépôt du projet de loi gouvernemental sur les loyers.

Allemagne. — Exclusion de la « droite » du Parti communiste.

LUNDI 24. — Huit ouvriers tués, à Saumur, par l'effondrement d'un hangar en ciment armé.

MARDI 25. — Les mineurs unitaires de la Loire ont décidé la grève pour le 26.

***

La guerre au Maroc

Deux informations de presse, qui, rapprochées, indiquent nettement que notre bourgeoisie ne change pas sa façon d'écrire l'histoire :

L'attaque.

Le 7 décembre, les journaux publiaient le communiqué suivant :

Des ordres ont été donnés pour que toute agression en zone soumise soit suivie de représailles énergiques et immédiates.

L'une d'elles a été particulièrement efficace chez les Aït Hammi ou Saïd. Plusieurs dissidents ont été tués, parmi lesquels des bandits connus.

Notre artillerie a également exécuté un bombardement de représailles sur le Souk el Arba de Tabaroucht (rive gauche de l'Oued El Abib).

Dans la nuit du 3 au 4 décembre, une embuscade tendue sur le front du cercle de Beni-Mellal, a permis de mettre la main sur les animaux d'un convoi qui transportait de la contrebande.

En fait, il en s'agissait pas de « représailles », mais d'une attaque des troupes françaises, les journaux marocains, tel la *Vigie Marocaine*, ayant reconnu eux-mêmes, en publiant ce communiqué, qu'il n'y avait pas eu d' « agressions » récentes dans les régions indiquées.

La riposte.

Le 11 décembre, les journaux publiaient la dépêche suivante :

A 57 kilomètres de Colomb-Béchar, en zone marocaine, une harka composée de seize dissidents, a attaqué un de nos convois militaires, composé de trois automobiles du type léger de l'armée.

Trois de nos officiers, dont un colonel, ont été tués, ainsi que deux hommes de troupe.

La riposte ne s'était pas fait attendre. Grâce à la remarquable mobilité des indigènes nord-africains, elle s'était bien produite dans le même massif montagneux, mais à l'autre bout. C'étaient, cette fois, des « représailles » véritables. Les victimes du bombardement de Souk el Arba de Tabaroutch (combien de femmes? combien d'enfants?) avaient été vengées.

***

Les vues d'un observateur anglais

La *Journée Industrielle* (7 décembre), a publié des extraits d'un rapport de M. Cahill, attaché commercial britannique à Paris, selon qui, depuis 1921 « la France a joui d'une insigne, voire d'une incomparable bonne fortune économique », et l'année 1928 a été marquée par un nouvel éclat de prospérité ».

Les *Financial News*, où a paru ce rapport, écrivent :

Les lecteurs britanniques de M. Cahill ne pourront que difficilement maîtriser un sentiment d'envie. Des volumes avaient déjà été écrits sur la merveilleuse prospérité des Etats-Unis ; mais le développement de la richesse dans un pays jeune, n'est pas difficile à comprendre. Très différente paraît être la situation de la France... Pourquoi donc les économistes se sont-ils trompés à son sujet ? Il semble qu'il y ait à cela deux raisons principales ; la première est que la France n'a pas en réalité subi de déflation. Quand le retour à l'or s'accomplit, le franc était sous-estimé, et non pas surestimé. La seconde est que les changements monétaires en France n'ont pas amené de surestimation de la main-d'œuvre.

Un rapport si optimiste mérite un examen sérieux. Déjà n'aperçoit-on pas une vérité dans cette affirmation que l'économie française serait prospère parce que les salaires n'ont pas augmenté ?

***

A bas la rationalisation !

D'une étude de M. A. Pawlowski (*Information* 9 décembre), sur les mines du Nord, détachons ces constatations et ces chiffres :

Le machinisme a été considérablement étendu. Les 689 marteaux perforateurs de 1913 ont prolifié. Ils étaient 1.310 à la fin de 1923, 2.303 fin 1925, 2.670 en 1927.

Cependant, on semble leur préférer le marteau piqueur qui, lui, envahit les chantiers d'abatage. Avant la mobilisation, son emploi était des plus restreints : 195 appareils en tout, tandis qu'il occupe depuis 1923 une place exceptionnelle : 1.395 unités en 1923, 2.940 en 1924, 4.000 en 1925, 5.300 en 1926, 6.207 en 1927...

...Malheureusement, une partie de cet effort a été perdue ; il faut bien l'avouer. MM. les ingénieurs en chef Stouvenot et Ganière l'ont dû constater officiellement avec douleur. En 1913, le rendement atteignait 1.034 kilos de charbon brut par journée d'ouvrier du fond. Il avait fléchi à 870 kilos en 1925 — 910 et 740 kilos en charbon net. — En 1927, il s'équilibrait à 773 kilos de charbon net.

L'éminent ingénieur en chef du Nord a remarqué que ces résultats sont sensiblement voisins de ceux d'avant-guerre, si l'on tient compte des *heures de présence.* — lesquelles ont été réduites de 15 % — (6 h. 30 au lieu de 7 h. 50).

Il y a là une preuve que la rationalisation, c'est la rançon de la diminution des heures de travail. Si les chiffres de M. Pawlowski sont exacts (un de nos amis du Nord pourrait-il les vérifier ?) ils montrent que les Compagnies tentent de rattraper en intensité du travail ce que la diminution des heures de travail a pu leur faire perdre — en le faisant gagner aux mineurs.

Les syndicats chrétiens et la rationalisation Glissons dans notre dossier sur la rationalisation cette déclaration faite par le conseiller Sherrer au Congrès international des syndicats chrétiens qui vient de se tenir à Munich :

Les syndicats chrétiens repoussent toute rationalisation qui ne verrait pas dans les travailleurs allemands l'image de Dieu. Mais, malheureusement, les méthodes basées sur la rationalisation, comme le fameux système américain Taylor, ne sont, en somme, que des procédés déguisés d'exploitation, de nature à apporter aux magnats de l'industrie le maximum de bénéfices, tout en sacrifiant la santé et la personnalité morale de l'ouvrier et de l'employé, les transformant en automates.

⁂

Les Marins confédérés et l'unité syndicale Peu de corporations sont aussi déchirées que celle des marins. Elle possède des organisations confédérées, autonomes, unitaires et les « Laboureurs de la Mer ». Un rapprochement vient de se produire entre les autonomes et les « Laboureurs ». L'entente englobera-t-elle la Fédération confédérée ?

Celle-ci, dans son Comité national du 21 décembre, a précisé son point de vue sur l'unité corporative par la résolution suivante :

Le Conseil national de la Fédération des syndicats maritimes, appelé à préciser sa pensée sur la question de l'unité, au cours de sa réunion du 21 décembre 1928, tient tout d'abord à affirmer avec force son ardent désir, en même temps que sa ferme volonté, de la réaliser le plus rapidement possible dans la corporation, sans aucun autre but que celui de la défense des intérêts du prolétariat maritime ;

Considérant que les frictions des doctrines, loin de diminuer l'esprit combatif des organisations, développent en la concrétisant l'action à mener, mais que cette action, une fois définie par les congrès, et cela après la confrontation des thèses qui s'y sont loyalement affrontées, doit pour porter ses fruits, être rigoureusement respectée par toutes les organisations adhérentes ;

Considérant que les statuts de la Fédération nationale des syndicats maritimes laissent à ses syndicats adhérents une autonomie pleine et entière en ce qui concerne leur action, au point de vue local, de même que leur droit à critique et d'opinion, sans leur demander autre chose que le respect des décisions prises dans ses congrès et conseils nationaux;

Confirmant ses résolutions antérieures, déclare que pour que l'unité se fasse saine et durable, elle doit être réalisée au sein de la Fédération nationale des syndicats maritimes et de la vieille C. G. T., comportant l'engagement du respect de la charte partie de l'indépendance du syndicalisme.

En conséquence, mandate le bureau fédéral pour recevoir favorablement toutes les demandes d'adhésion qui pourraient lui parvenir et devant permettre aux syndicats nouvellement affiliés de participer avec voix délibérative au prochain Congrès national de février 1929.

Ensuite, le Conseil national révoqua sa décision de suspension à l'égard de l'I. T. F., prise en février 1926, et donna mandat au bureau de faire le nécessaire pour que la Fédération reprenne sa place au sein de l'organisation internationale.

⁂

Vers la rupture du Comité russo-norvégien Le Comité russo-norvégien, qui avait succédé au Comité anglo-russe pour le rétablissement de l'unité syndicale internationale, est menacé d'avoir une vie brève. La C. G. T. norvégienne veut travailler au rapprochement d'Amsterdam et de Moscou ; elle veut tendre la main à la fois aux C. G. T. suédoise et danoise, adhérentes à Amsterdam, et à la C. G. T. russe, adhérente à l'I. S. R. Ce rôle de trait d'union ne semble guère prisé par la C. G. T. russe, si nous en croyons les déclarations de Tomsky au Congrès des Syndicats russes (*Humanité* du 24 décembre) :

Tomsky s'est occupé des déclarations de Tranmael, président de la commission pour les relations étrangères du Conseil syndical norvégien.

On sait que Tranmael a déclaré que le Conseil syndical norvégien ne conclurait d'alliance avec les syndicats soviétiques que dans le cas où cette alliance ne troublerait pas le travail d'alliance avec les syndicats danois et suédois adhérents à l'Internationale d'Amsterdam.

« Je pense, déclare le camarade Tomsky, que les ouvriers norvégiens désirent l'alliance avec les ouvriers de l'Union soviétique et que lors des délibérations à ce sujet, ils seront guidés par de toutes autres considérations que Tranmael ».

⁂

La fin des câbles télégraphiques En marge de la controverpropos de la lutte entre la se qui s'est instituée ici à radio et les câbles télégraphiques, il est intéressant de noter que la Chambre des Communes a adopté, le 21 novembre dernier, en seconde lecture, le projet gouvernemental de cession des câbles télégraphiques officiels à des compagnies privées, comme suite aux vœux de la conférence impériale dont parlait l'auteur de la lettre que nous avons publiée dans notre numéro du 15 novembre.

Ce projet se heurta à l'opposition des travaillistes, et Macdonald aurait déclaré, d'après *l'Information*, qu'il « constitue une pratique en quelque sorte anticonstitutionnelle, en ce sens qu'en abandonnant son droit de contrôle, le gouvernement britannique abandonne d'un même coup la *sécurité impériale* ».

Dès lors, l'argument de notre correspondant, selon qui le gouvernement britannique aurait pu être poussé par l'éventualité prochaine de la guerre pour réaliser entre ses mains le monopole des câbles, semble perdre sa valeur; en effet, d'une part, c'est d'un trust privé qu'il semble être question, et, d'autre part, ce bon patriote de Macdonald proteste contre l'abandon de la « sécurité impériale ».

S'il y a trust et trust privé, il semble que ce soit surtout pour se défendre au point de vue commercial contre l'Amérique. C'est un des mille signes du développement de l'antagonisme, mais cela ne veut pas dire que l'antagonisme soit à la veille de produire la guerre.

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Le Béchec (Seine), 5 ; Legendarme (Seine), 20 ; G. (Isère), 5 ; Vermorel (Rhône), 5 ; A. Lavenir (Rhône), 10 ; Courdavault (Charente-Inf^re), 5 ; Castex (Seine), 10 ; Kéraudy (Seine), 5 ; Lachastre (Seine), 5 ; Morel François (Seine), 5 ; Charroin (Seine), 10 ; T. des M. (Finistère), 10 ; Rey J. B. (Loire), 10 ; Leblanc (Hte-Vienne), 5 ; Michel Cariou (Finistère), 10.

Total : 120 francs.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 4 ; Alpes-Maritimes, 2 ; Doubs, 1 ; Isère, 1 ; Jura, 1 ; Nord, 1 ; Puy-de-Dôme, 1 ; Rhône, 1 ; Seine-Inférieure, 1 ; Hte-Vienne, 1 ; Alger, 4 ; Etats-Unis, 1.

Total : 19.

LA TABLE DES MATIERES

La table des matières des quatre années de la R. P. sera jointe au prochain numéro.

Le travail d'établissement et d'impression qu'elle représente, plus long que nous ne pensions, n'a pas été terminé à temps.

RENOUVELEZ ! RENOUVELEZ !

Les abonnés dont l'abonnement est expiré en décembre sont priés d'activer leur renouvellement.

Il nous faut des sous.

Il faut aussi éviter aux camarades de l'administration le gros travail des recouvrements.

Le Gérant : V. GODONNÈCHE

Imp. LABOR, 8, boul. de Vaugirard, Paris

Aujourd'hui, il y a place pour un révolutionnaire hors de l'Internationale communiste.

Une revue comme la « Révolution Prolétarienne » est un organe nécessaire.

Puisqu'on ne peut parler ni dans le Parti, ni dans l'Internationale, il faut pouvoir parler au dehors, car il est des choses qu'il faut dire, non par désir de vaine polémique mais dans l'intérêt même de la classe ouvrière.

La « Révolution Prolétarienne » est un refuge pour les révolutionnaires sincères qui ne peuvent plus supporter l'atmosphère étouffante du Parti, une défense contre le sabotage du mouvement ouvrier.

Le « Noyau ».

(Octobre 1925).

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 251.310

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

Chèque postal
MARCEL HASFELD
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Joachim GASQUET. — **Des chants, de l'amour et des hymnes** (Flammarion) ..... 12 fr.
Pierre HAMP. — **Mademoiselle Moloch** (Gens, 4e tableau) (N.R.F.) ..... 12 fr.
Ambroise PARE. — **Voyages et Apologie, suivis du Discours de la Licorne** (N.R.F.) ..... 12 fr.
GŒTHE. — **Lettres à Mme de Stein** (Stock) ..... 15 fr.
Jean GALTIER-BOISSIERE. — **La fleur au fusil** (Baudinière) ..... 12 fr.
Emile VERHAEREN. — **Œuvres complètes**, tome V, **La multiple splendeur, Les forces tumultueuses**, sur beau papier, in-8° écu (Mercure de France) ..... 25 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Karl MARX. — **Œuvres politiques**, tome I. **Palmerston** (Costes) ..... 12 fr.
R. de MARMANDE. — **Dans la fourmilière politique.** Préface de Joseph Caillaux (Flammarion) ..... 5 fr.
DRIEU LA ROCHELLE. — **Genève ou Moscou** (N. R. F.) ..... 12 fr.
J. SEMANCE et G. LAFOND. — **U. R. S. S.** (Roger) ..... 5 fr.
Dans la même collection (chaque volume avec carte et graphiques)
P. DESFEUILLES. — **L'Indochine. — La Tunisie** .....
G. LAFOND. — **L'Argentine. — Le Brésil. — Le Mexique** .....
A. LORBERT. — **Le Canada. — Les Etats-Unis. — La France : I. Provence** ...
E. MICARD. — **Le Japon** .....
Chaque volume ..... 5 fr.
Gaston RAPHAEL. — **L'industrie allemande. Sa récente évolution** (Flammarion) 12 fr.
Jean GACHON. — **La politique étrangère des Etats-Unis** (Alcan) ..... 15 fr.
Augustin DELATTRE. — **La liquidation financière de la guerre** (Alcan) ..... 15 fr.
Tobie JONCKHAERE. — **La pédagogie expérimentale. — Au jardin d'enfants** (Alcan) ..... 14 fr.
Stéphane LAUSANNE. — **Au secours du français enchaîné** (N. R. C.) ..... 12 fr.
François PORCHE. — **Transformation du monde** (N.R.C.) ..... 12 fr.

Adresser les commandes à la Librairie du Travail, par chèque postal N° 43-08, Paris.

EN SOUSCRIPTION

POUR PARAITRE EN OCTOBRE 1929

Victor Serge

L'AN I DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Un volume de près de six cents pages
prix actuel *quinze francs* franco.

Nous réservons ce prix spécial aux premiers souscripteurs qui, connaissant la valeur des écrits déjà publiés de l'auteur, n'hésiteront pas à souscrire, dès à présent, à cet ouvrage qui est de la classe des « Dix jours qui ébranlèrent le Monde » de John Reed.

Comprenez l'importance d'une telle publication, et les charges qu'elle représente. Aidez-nous.

Songez aussi que le prix définitif sera de 25 francs, et que le prix actuel de souscription ne sera maintenu que **quelques semaines.**

Souscrivez sans tarder par chèque postal N° 43-08.
Seules les souscriptions payées seront inscrites.